

MONNAIES LOCALES: DEMOCRATIES VITALES

moyens de lutte pour regagner le marché libre et l'intérêt commun

Thomas H. Greco

Ce manuel pratique d'économie locale

- présente des mécanismes économiques qui valorisent équitablement le travail et tiennent compte de la réalité de l'abondance terrestre et de ses limites,
- montre comment des groupes volontaires peuvent revitaliser l'économie locale malgré la finance,
- démontre la vraie nature de la monnaie et les nouvelles façons de la transformer.

Deuxième Partie

MONNAIES LOCALES PASSÉES ET PRÉSENTES

"Ce livre lève le voile sur le pouvoir secret de création de la monnaie et explique lucidement comment des monnaies locales peuvent rendre ce pouvoir à ceux qui créent de la richesse. Il est destiné à devenir le manuel de référence pour les actifs du monde associatif, pour les acteurs de l'économie et pour tout citoyen conscient" Gordon Davidson

Titre original
NEW MONEY FOR HEALTHY COMMUNITIES

© 1994 Thomas H. Greco, Jr.
All rights reserved

ISBN 0-9625208-2-9

Thomas H. Greco, Jr., Publisher
Tucson, Arizona 85733
U.S.A.

pour l'édition française
© 2000 Anton Pinschoff

traduit de l'américain par
la Compagnie signaléthique du Bord du Gouffre
composée d'adhérents de SELs bretons
sous la direction de Anton Pinschoff

DEUXIÈME PARTIE

MONNAIES LOCALES PASSÉES ET PRÉSENTES

Chapitre VIII - **Un bref historique des monnaies locales**

- Monnaie scripturale de la grande dépression
- Les certificats de recouvrement de Caslow
- Les bons de marchandise de Larkin
- Silvio Gesell et les monnaies timbrées
- La Dépression et les monnaies timbrées en Allemagne et en Autriche
- Leçons tirées de ces expériences
- Les billets ferroviaires
- La monnaie *constante* de Ralph Borsodi
- Une ancienne proposition de système de compensation de crédit

Chapitre IX - **Finances mondiales, inflation et monnaies locales**

- Pourquoi banques et États n'aiment pas les monnaies locales
- La véritable cause de l'inflation

Chapitre X - **Exemples actuels de monnaie locale et de commerce sans argent**

- Troc, échange réciproque et crédit mutuel
- Bourses commerciales d'échange
- Comment fonctionnent les bourses commerciales d'échange ?
- Implications fiscales des bourses commerciales
- LETS - Système d'emploi et d'échange local
- Comment fonctionne le LETS ?
- L'activité des LETS
- L'expérience de Berkshire
- *Ithaca hours*
- *Boulder hours*
- Crédit de service et dollar-temps

DEUXIÈME PARTIE

MONNAIES LOCALES PASSÉES ET PRÉSENTES

Chapitre VIII Un bref historique des monnaies locales

"Il semble évident que, lorsqu'un gouvernement ne fournit pas une provision suffisante de monnaie pour maintenir le commerce, les gens interviennent pour remplir eux-mêmes ce vide"
Ralph A. Mitchell and Neil Shafer (33)

Monnaie scripturale de la grande dépression

La grande dépression des années trente est un chapitre très important de notre histoire. Elle a fourni à notre civilisation des leçons non négligeables, dont plusieurs n'ont pas encore été totalement comprises. La nature et les causes de la dépression ont fait couler beaucoup d'encre et il n'est pas de notre propos d'en parler ici ; nous allons toutefois en dresser un rapide résumé à l'adresse des personnes pour qui ces événements lointains n'ont pas beaucoup de signification.

La grande dépression eut une portée mondiale mais fut particulièrement sévère et durable aux U.S.A. (34). Elle se caractérisa par différents symptômes financiers et économiques simultanés que le U.S. Department of Commerce avait inventoriés comme suit :

- chômage touchant plus de douze millions de personnes,
- crise agricole de surproduction, prix trop bas et endettement,
- système de finance et de crédit au bord de l'effondrement,
- dette intérieure importante,
- barrières quasi-insurmontables au commerce extérieur,
- dette extérieure très embarrassante,
- budget fédéral déséquilibré,
- finances régionales et municipales désorganisées,
- désordre civil et manque de confiance quasi total de la part des populations (35).

Le plus grave, cependant, était que les gens avaient peu d'argent ; aussi, étant donné leur crainte de ne plus en avoir du tout, ils avaient tendance à mettre de côté (thésauriser) le peu qu'ils possédaient. La thésaurisation a ralenti la vitesse de circulation, ce qui a conduit à réduire le volume des transactions commerciales. Des besoins vitaux restaient insatisfaits jusqu'à ce que la population commence à s'organiser.

En plus d'apprendre comment improviser les choses ou s'en passer, les gens ont commencé à mettre en place des structures de soutien mutuel, comme des coopératives ouvrières, dont beaucoup pour recycler et réparer des objets. Les gens ont appris à partager ce qu'ils avaient et à contourner les systèmes de marché et de finance. La plupart de ces mesures étaient considérées comme *bouche-trous* en attendant que les choses reviennent à la normale mais, dans certains cas, elles semblent avoir été la promesse d'améliorations permanentes. Un de ces *bouche-trous*, destiné à combler la pénurie de monnaie en circulation, était l'émission de monnaie scripturale.

L'histoire est pleine d'exemples d'initiatives locales réussies visant à fournir des moyens d'échange, mais la grande dépression des années trente a vu s'accomplir cela à une échelle sans précédent. Il y avait des centaines de monnaies locales mises en circulation par diverses agences, dont des gouvernements régionaux (États), des municipalités, des districts scolaires, des associations bancaires, des fabricants, des commerçants, des chambres de commerce, des sociétés commerciales, des bureaux d'aide sociale, des coopératives et même des individus. Ces titres portaient des noms différents selon leur origine. Courants étaient les reconnaissances de dettes, billets d'imposition anticipée, reconnaissances de dettes, avances sur salaire, bons d'achats, certificats interbancaires, bons d'avoirs, certificats moratoires et créances sur marchandises.

Les certificats de recouvrement de Caslow

Parmi ces monnaies scripturales, il y a eu des échecs, mais aussi des succès impressionnants. Il y a beaucoup à apprendre, tant des échecs que des succès. Au début de l'année 1933, il y eut un cas intéressant d'émission de certificats de recouvrement par un éditeur de journal de Chicago nommé Caslow. Les figures 8.1 et 8.2 montrent le recto et le verso d'un certificat de recouvrement de Caslow.



Figure 8.1 – certificat de recouvrement Caslow : recto

Comme on peut le voir, cette monnaie timbrée devait s'auto-amortir. L'inscription sur le recto des billets décrit les termes de leur mise en circulation. Un timbre de deux cents devait être accolé au dos et signé par l'acheteur chaque fois que le billet changeait de main. Quand tous les espaces étaient remplis, un billet de un dollar aurait changé de main cinquante-quatre fois et facilité ainsi cinquante-quatre dollars de transaction. Les cinquante-quatre timbres achetés et apposés auraient fourni un dollar et huit cents en argent officiel, dont un dollar pour amortir le billet et les huit cents restants pour couvrir les frais de fonctionnement du projet.

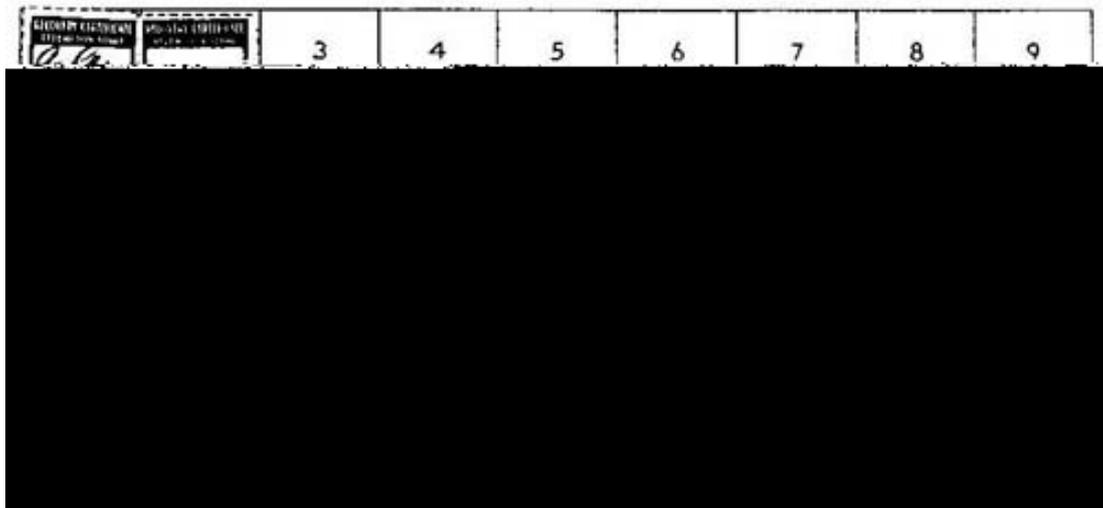


Figure 8.2 – certificat de recouvrement Caslow : verso

Bien que l'idée de Caslow fut largement acceptée, il ne semble pas que la mise en pratique ait fonctionné comme prévu. Mitchell et Shafer relatent l'histoire comme suit :

"Une petite somme pour commencer, c'était faisable et bien accepté par bon nombre de commerçants. Plus de cinq cents magasins y ont participé. Grâce à son journal le Caslow Weekly, Caslow était en mesure de réunir un grand nombre de participants (scrippers). Le projet allait grandissant et des associations et des comptabilités locales se sont mises en place pour s'occuper des billets. La plupart étaient mis en circulation par Caslow pour payer ses employés mais, pour lui-même, il réclamait de l'argent officiel pour les publicités qui passaient dans son journal. L'idée se répandait, jusqu'à trente mille dollars de billets ont été émis en une semaine. Le plan échoua en partie parce qu'il y avait beaucoup trop de démarcheurs sur le terrain à promouvoir le projet et, simplement, trop de billets. Environ un million de dollars en billets furent émis et très peu remboursés. Au bout de deux ans environ, Caslow a cessé la publication de son journal et fermé boutique (36) "

La question évidente que cette histoire pose est : "Qu'est-ce qui n'a pas fonctionné dans le système de Caslow ? Pourquoi une monnaie si appréciée et fortement soutenue a-t-elle mal tourné ?"

Mitchell et Shafer n'ont pas fourni suffisamment de détails au sujet de son émission ou de son remboursement pour que l'on puisse répondre entièrement à la question. Ils ont quand même émis l'opinion qu'il y avait *trop de billets*. Mais je crois que c'est une explication trop simpliste. Il faudrait poser la question : *trop par rapport à quoi ?*

L'examen de l'inscription au recto des billets fait ressortir plusieurs choses :

- Caslow était le *seul distributeur*,
- on pouvait se procurer les timbres auprès du distributeur (Caslow) ou l'un des ses agents contractuels,
- il n'est pas fait mention de la manière dont les soldes de la vente des timbres devaient être gérés. On peut donc présumer qu'ils allaient directement dans les fonds généraux de l'entreprise de Caslow.

L'éventuel remboursement des actions semble dépendre entièrement de l'intégrité de Caslow et de la solvabilité de son entreprise.

Nous avons aussi noté, dans le texte anglais sur le billet (première phrase) que l'émission d'origine est limitée à l'aide sociale, aux travaux publics, à toute autre allocation publique et à leur administration. Ceci est un peu vague et semble être en désaccord avec ce que disent Mitchell et Shafer qui signalent que la *plupart des billets furent mis en circulation par Caslow pour payer ses employés*.

Les mécanismes d'auto-amortissement ne marchent que si le billet change assez souvent de mains pour générer un revenu en timbres suffisant et permettre son remboursement en monnaie officielle. Encore plus importantes sont les conditions selon lesquelles les billets sont mis en circulation et l'engagement de l'émetteur lui-même de les accepter dans son commerce.

Je pense que l'on peut trouver la clé de l'échec des billets de Caslow dans son refus de les accepter en paiement pour ses propres services (publicité). Une des lois fondamentales dans l'émission d'une monnaie est que l'émetteur soit disposé à honorer sa propre monnaie à valeur nominale. Il devrait pouvoir générer suffisamment de valeurs en biens et en services afin de rembourser ses billets à un taux d'à peu près 1 % par jour, ce qui revient à les rembourser totalement en trois mois environ. Nous en dirons plus sur ce sujet ultérieurement

Les bons de marchandise de Larkin

Un autre exemple tout à fait typique est celui qui nous est donné, en 1933, par Larkin and Company de Buffalo, New York. C'était une grande entreprise aux activités diverses dont du commerce en gros, une chaîne de magasins de détail et une chaîne de stations-service. Lorsque le président Franklin Roosevelt a déclaré son fameux *bank holiday*, Larkin a émis l'équivalent de trente-six mille dollars de bons de marchandises pour payer ses employés.



Figure 8.3 – Bon de marchandise Larkin : recto

Comme on le voit sur les figures 8.3 et 8.4, ces bons, arborant la photo du fondateur de la compagnie, garantissaient qu'ils seraient acceptés contre des services ou des marchandises auprès de n'importe quel commerce Larkin aux U.S.A. Les bons étaient endossés et mis en circulation par la compagnie. Ils furent ensuite acceptés par beaucoup de clients de chez Larkin et même par d'autres commerçants. Lorsque la pénurie de monnaie officielle se calma, Larkin retira ses bons petit à petit. Les comptables de la compagnie estimèrent que pendant que les bons circulaient, les trente-six mille dollars émis à l'origine avaient changé suffisamment souvent de mains pour permettre la vente de l'équivalent de deux cent cinquante mille dollars de marchandises de chez Larkin, ce qui avait

considérablement accru ses affaires (37)

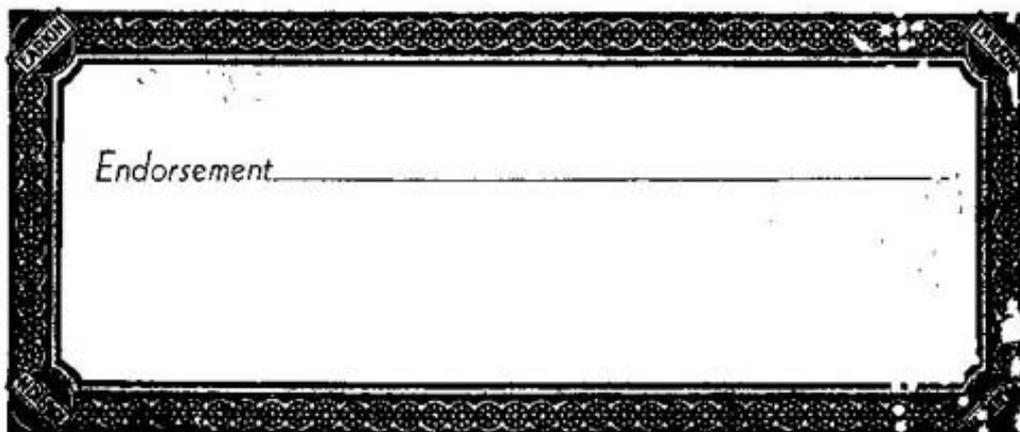


Figure 8.4 – Bon de marchandise Larkin : verso

Les billets étaient généralement acceptés et utilisés pour faire du commerce dans un périmètre local limité. Plus les billets étaient loin de leur lieu d'émission, moins les gens étaient sûrs de leur origine et moins ils avaient confiance. C'est pour cette raison que les titres tendaient à rester au sein de l'économie locale et avaient un effet stimulant sur le développement et l'indépendance de la collectivité.

La portée limitée d'acceptation des titres semble être au premier abord un inconvénient mais, du point de vue de l'économie locale, c'est un grand avantage. Pourtant, vers la fin de la dépression, quand la monnaie d'État et de la Banque centrale redevint plus largement disponible, les autres monnaies disparurent.

Silvio Gesell (1862-1930) et les monnaies timbrées

Parmi les exemples les plus célèbres d'émission de monnaies locales figurent ceux inspirés par Silvio Gesell, un commerçant allemand enrichi en Argentine, qui servit brièvement, en tant que ministre des finances, l'éphémère gouvernement spartakiste de Bavière (avril 1919). Gesell, dans son livre, célèbre à l'époque, *L'Ordre Economique Naturel* (38) exprime son point de vue sur la nature de l'argent, la manière dont il fonctionne dans l'économie et comment il devrait être réformé. Il fut à l'origine du plan d'émission de monnaie timbrée (*). Plus tard, le grand économiste américain Irving Fisher devint un promoteur du système et écrivit un livre à ce sujet. Son livre, intitulé *Stamp Scrip* (monnaie timbrée), décrit quelques-unes des expériences ultérieures et esquisse des recommandations sur l'émission de monnaies (39). C'est l'un des rares manuels traitant de ce sujet.

La Dépression et les monnaies timbrées en Allemagne et en Autriche

Parmi les applications les plus réussies de monnaies timbrées geselliennes, il y eut celles mises en place dans la petite ville bavaroise de Schwanenkirchen et la ville tyrolienne de Wörgl (40). Ces monnaies consistaient en des billets émis par un groupement volontaire d'entreprises, de commerces, une banque, une municipalité ou tout autre organisme. Elles devaient être émises en coupures convenant pour payer les salaires et permettre le négoce. Les commerces qui étaient membres du groupement voyaient leur chiffre d'affaire s'accroître, ce qui incitait d'autres entreprises à les rejoindre et faisait fructifier le commerce en général.

La monnaie de Gesell arborait, au verso, douze emplacements, un pour chaque mois de l'année. Afin que le billet garde sa validité au-delà de trente jours, un timbre représentant 1 % de la valeur nominale devait être collé dans l'espace correspondant au mois écoulé. On pouvait acheter les timbres auprès de la municipalité ou de la banque garante de l'association. Ce système de timbres devait éviter que l'on thésaurise les billets ; les gens auraient ainsi intérêt à dépenser avant la fin du mois pour ne pas avoir à acheter des timbres (41).

Gesell avait beaucoup d'amis en Allemagne et ses idées étaient largement débattues, mais il n'y avait pas encore eu de tentative pour les mettre en œuvre. Peu après la fin de la Première Guerre mondiale, l'inflation monétaire, aux proportions astronomiques en Allemagne, engendra de sévères privations pour la population. Cette inflation, comme toujours, était le résultat d'une émission excessive de monnaie officielle. Cela faisait partie d'une politique gouvernementale visant à éliminer subrepticement les dettes de l'État en imprimant plus de billets. Cette politique fut probablement un facteur important de l'effondrement du gouvernement allemand et aida Hitler à poser les jalons de sa future prise de pouvoir.

Avec l'arrivée de la dépression, la nature du problème changea. Il y eut alors un manque de

monnaie. L'ami de Gesell, Hans Timms, forma une association ayant pour but de mettre en œuvre l'idée de Gesell. Timms fit en effet imprimer des billets à timbres qu'il appela *Wära*, un nom dérivé de deux mots : *Ware*, (marchandises), et *Währung* (monnaie). La *Wära* devint assez connue en Allemagne mais n'a jamais été très utilisée.

Le village de Schwanenkirchen comptait à peu près cinq cents habitants et sa seule industrie avait été une mine de charbon, fermée deux ans auparavant à cause de la dépression. Le village survivait à peine grâce aux aides du gouvernement et presque tous les habitants avaient des dettes. La déflation qui touchait l'Allemagne fut la cause de banqueroutes, de suicides et de surpopulation dans les prisons. Le propriétaire de la mine de charbon avait entendu parler de la monnaie timbrée *Wära* et décida de l'essayer. Il obtint un prêt en monnaie officielle (Reichsmark) qui lui permit d'acheter des billets *Wära* auprès de l'association (42) Ensuite, selon un compte-rendu paru dans *The New Republic* du 10 août 1932 (43) :

"Herr Hebecker réunit ses ouvriers. Il leur dit qu'il avait réussi à obtenir un prêt de quarante mille Reichsmark, qu'il souhaitait remettre la mine en activité mais qu'il voulait payer les salaires non en Mark mais en Wära. Les mineurs acceptèrent la proposition quand ils surent que les commerçants du village accepteraient les Wära en échange de marchandises.

Lorsqu'après deux ans de totale stagnation, les ouvriers, pour la première fois, ramenèrent leur salaire à la maison, personne ne songea à en économiser le moindre Pfennig et tout l'argent alla aux magasins pour payer les dettes ou acheter les produits de première nécessité. Les commerçants eux-mêmes étaient satisfaits. Bien qu'ils aient ressenti au début une certaine réticence vis-à-vis de la Wära, ils n'avaient pas eu le choix et aucun ne possédait une autre monnaie d'échange. Les commerçants imposèrent cette monnaie aux grossistes ; les grossistes l'imposèrent aux fabricants qui, à leur tour, essayèrent de la faire circuler auprès d'autres ou l'échangèrent à la mine de Herr Hebecker contre du charbon.

Aucune personne recevant des Wära ne souhaitait les conserver : les ouvriers, les commerçants, grossistes et fabricants s'efforçaient de s'en débarrasser au plus vite car, lorsqu'on les gardait, on devait payer la taxe de 2 % sur la valeur du billet. C'est ainsi que les Wära circulèrent, une grande partie retournant à la mine de charbon, où elles procuraient travail, prospérité et de meilleures conditions de vie pour toute la collectivité. En effet, personne n'aurait pu reconnaître le village de Schwanenkirchen quelques mois après la reprise du travail à la mine. Le village prospérait, les ouvriers et les commerçants s'étaient débarrassés de leurs dettes et un vent de liberté et de renaissance soufflait sur la ville."

Poursuivons le récit selon Irving Fisher (44) : *"La nouvelle de la prospérité du village, dans une Allemagne hantée par la dépression, se répandit vite. Des journalistes arrivaient de tout le pays pour décrire le miracle de Schwanenkirchen. Même aux États-Unis on pouvait lire des articles sur ce sujet dans les colonnes financières des plus grands journaux. Mais aucune explication n'était donnée sur la vraie raison de ce miracle : qu'une monnaie non thésaurisable avait été expérimentée et qu'elle marchait à merveille."*

Par la suite, l'utilisation des *Wära* s'est répandue dans différentes parties de l'Allemagne. Environ deux mille magasins et une ou deux communes ont repris le dessus grâce au système des *Wära*. Finalement, en novembre 1931, le gouvernement allemand fit voter une loi d'urgence qui mit fin à la circulation des *Wära*. Le *miracle de Schwanenkirchen* prit alors fin et la ville retrouva le chômage.

Un autre endroit où la *Wära* réussit est la commune tyrolienne de Wörgl qui, en 1932, était dans une situation désespérée. Dans cette ville, qui comptait environ quatre mille habitants, beaucoup d'entreprises avaient fermé et presque tout le monde avait perdu son travail. Une bonne partie des taxes locales restaient impayées. Le maire de la ville avait entendu parler des *Wära* et décida d'essayer. Dans ce cas, les *Wära* étaient émises par la ville, conjointement avec un certain nombre de commerçants et la caisse d'épargne locale. La ville payait ses employés moitié en *Wära*, moitié en monnaie officielle.

Au début, quelques commerçants locaux refusaient les *Wära* mais, voyant que le commerce se faisait chez leurs concurrents, ils durent, eux aussi, se mettre au goût du jour. L'émission des *Wära* fut un grand succès. Le professeur Fisher décrit ainsi la situation (45) : *"Après l'émission de ces billets, non seulement les taxes courantes furent payées (ainsi que d'autres dettes dues à la ville), mais également des arriérés de taxes. Rien qu'au cours du premier mois, quatre mille cinq cent quarante-deux Schilling d'arriérés furent collectés. La ville a donc, non seulement rempli ses obligations mais, dans la deuxième moitié de 1932, elle a exécuté de gros travaux publics d'une*

valeur de cent mille Schilling. Sept rues totalisant six kilomètres et demi furent reconstruites et bitumées ; douze routes furent remises en état ; le réseau d'égouts fut étendu à deux rues supplémentaires ; on planta des arbres et on entretint les forêts."

Malheureusement, cette expérience réussie prit fin sous la pression exercée sur le gouvernement autrichien par la Banque centrale. Les figures 8.5 et 8.6 montrent respectivement le recto et le verso d'un billet de Wörgl.



Figure 8.5 – constat de travail, de la municipalité de Wörgl 1932 : recto

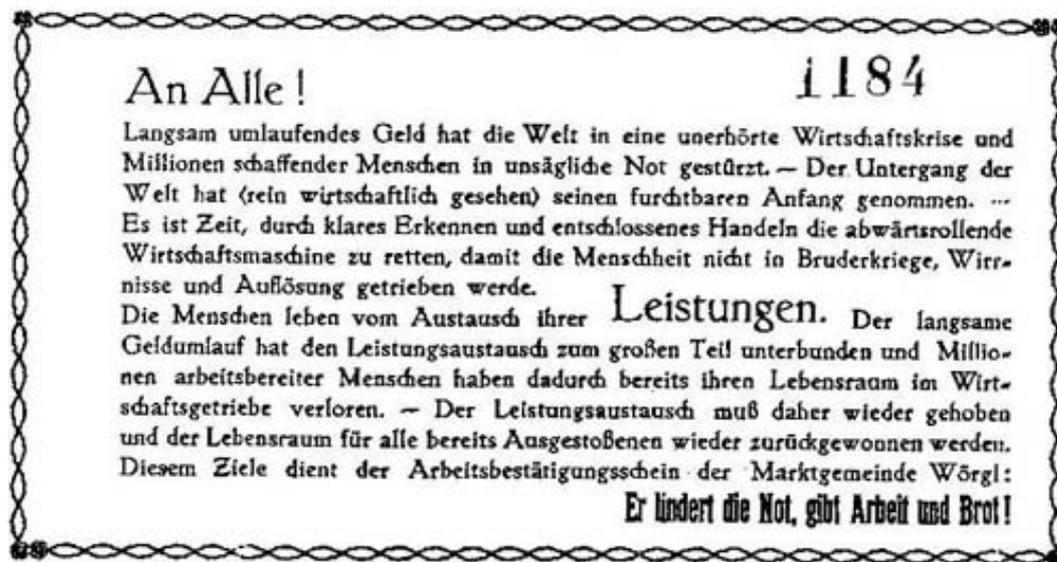


Figure 8.6 – constat de travail, de la municipalité de Wörgl 1932 : verso

A ma connaissance, il n'existe aujourd'hui aucune loi en vigueur (du moins aux U.S.A.) susceptible d'empêcher la mise en œuvre de telles initiatives locales. L'utilisation de moyens d'échanges locaux pourrait donner des résultats aussi impressionnants que ceux obtenus à Schwanenkirchen et Wörgl.

Leçons tirées de ces expériences

Beaucoup de monnaies scripturales émises pendant la grande dépression présentaient des défauts, d'une manière ou d'une autre, et ne devraient pas être copiées directement, mais l'histoire de la monnaie nous apprend qu'il est possible d'émettre, localement, des moyens d'échange efficaces et que le contrôle central des finances ne devrait pas réduire les capacités d'une économie locale à se maintenir en bonne santé.

Certaines monnaies scripturales sont, bien entendu, plus crédibles que d'autres. Le pouvoir,

la capacité de production et la loyauté de l'émetteur sont des facteurs qui affectent la crédibilité et l'acceptation, sur le marché d'une monnaie locale. La fiabilité et la durée d'acceptation d'une monnaie dépendent de sa base d'émission, du montant émis et des moyens par lesquels l'émission est gérée.

Une monnaie émise par des collectivités locales ou régionales sera particulièrement crédible si elle peut être utilisée pour payer les impôts et les honoraires et si elle est acceptée comme équivalent de la monnaie d'État. On dit de ces monnaies qu'elles ont une base fiscale. Les monnaies émises par des entreprises, basées sur leur propre capacité de production, seront crédibles dans la mesure où il existe une demande pour leurs produits et que leur actif disponible est suffisant pour couvrir le montant des billets émis. Les billets émis par des détaillants en paiement de leur stock de marchandises seront crédibles car les marchandises sont déjà dans leur magasin, attendant d'être vendues. C'est ce que l'on appelle la base marchande des billets. L'émission de monnaie par un individu est possible en théorie, mais son acceptabilité dépendra de la réputation de l'individu et de son actif réalisable en garantie.

Ce qui caractérise les dépressions économiques, c'est la rareté de la monnaie. En effet, la plupart des dépressions sont causées par la restriction de la masse monétaire. Cela provoque une impression de manque de moyens de paiement et amène les gens à être frileux et à épargner le peu d'argent qui existe. Cette thésaurisation ralentit sa vitesse de circulation ce qui, à la longue, réduit le volume des affaires. La dépression va ainsi s'aggraver jusqu'à ce que l'argent afflue de nouveau. Le réapprovisionnement en monnaie officielle endettée (**) requiert, non seulement une volonté de la part des banques de prêter mais aussi, de la part des individus et des entreprises, la volonté d'emprunter. La récente expérience de rigueur monétaire durant la dépression ne les encourage pas à contracter de nouvelles dettes.

Le remède à ce dilemme, suggéré par Lord Keynes, était que le gouvernement intervienne en empruntant de l'argent et en le dépensant. On disait que le déficit temporaire provoqué pourrait être comblé plus tard par l'excédent de revenus une fois la dépression terminée. Soixante ans d'expériences ont montré que la théorie de Keynes n'était pas sans défauts puisque ce *plus tard* n'arriva jamais. Comme nous l'avons déjà expliqué, les déficits deviennent chroniques à cause de la nature même du système de monnaie endettée.

A l'origine, l'émission de billets scripturaux avait pour but d'apporter un supplément temporaire à la monnaie officielle manquante. Mais on s'aperçoit que l'utilisation permanente de moyens d'échange, émis et gérés localement, présente l'avantage évident de protéger les économies locales des effets destructeurs de la finance mondiale.

Les billets ferroviaires

Il y a eu de nombreux exemples de compagnies de service public ayant mis en circulation des billets ou des coupons. Les fameux bons de bus et de métro utilisés dans différents endroits nous donnent une idée de ce qu'il serait possible de faire. Les exemples récents avaient seulement pour but de faciliter l'accès aux quais ou le paiement du transport.

On trouve pourtant des exemples de billets émis par les compagnies de chemin de fer qui ont circulé comme de l'argent, servant de moyen de paiement non seulement pour les transports mais également pour une large gamme de biens et services disponibles sur le marché. Selon l'article du Dr Walter Zander de 1933 sur *la monnaie ferroviaire et le chômage* (46), la ligne Leipzig-Dresden, pendant la première partie du XIX^e siècle, était autorisée à émettre la valeur d'un tiers de son capital en *certificats de monnaie ferroviaire*. Ces certificats, dit-il, circulèrent pendant près de quarante ans. Zander signale aussi que dans les années 1920, la Compagnie des chemins de fer allemands a émis sa propre monnaie en quantité importante.

La proposition de Zander, bien qu'apparemment jamais appliquée, était basée sur des principes sains et pleins de bon sens. Mes propres propositions, que l'on découvre dans les chapitres suivants, sont en partie inspirées par le travail de Zander et sont en accord avec ses idées. Même si cette proposition ne concernait, à l'origine, que les chemins de fer allemands, il n'y a pas de raison pour que cela ne puisse s'appliquer à n'importe quel groupe économique qui serait autorisé (ou s'autoriserait) à mettre une monnaie en circulation.

Le système monétaire officiel met la charrue avant les bœufs, car l'argent doit être obtenu avant qu'un achat ne soit effectué. Que cet argent se présente sous la forme de billets, de pièces ou de crédit bancaire, sa création est hors de contrôle de ceux qui produisent la vraie richesse. En d'autres mots, la création de biens et de services dépend de la circulation de la monnaie. La proposition de Zander est plus rationnelle. Il remet l'attelage devant la charrue car les producteurs peuvent créer eux-mêmes une forme de monnaie qui permettra l'achat de leurs propres produits. De cette manière, c'est la création de l'argent qui dépend de la circulation des biens et services.

Quand un groupe économique, tel qu'une compagnie de chemins de fer, doit payer ce dont il

a besoin en monnaie officielle, il doit d'abord se la procurer. Ou bien, il peut acquérir ce dont il a besoin à crédit, en attendant d'avoir l'argent nécessaire pour payer la facture à échéance. Cependant, en agissant ainsi, il s'engage à livrer quelque chose (de l'argent) qu'il ne peut qu'espérer obtenir. Comme l'explique Zander :

“Il n'est pas certain que son espoir se matérialise. L'engagement à payer à échéance présente en effet un élément spéculatif, particulièrement hasardeux en temps de crise. Mais la compagnie de chemin de fer peut s'engager à payer d'une autre manière, par exemple, en transportant des marchandises ou des personnes, c'est-à-dire en jouant son rôle de moyen de transport. Il n'y a là rien de spéculatif. Les moyens requis pour cela, le matériel roulant et tout autre équipement, sont disponibles. Ceci est donc fondamentalement différent de la promesse de payer cash à une date ultérieure pour laquelle les moyens de paiement doivent encore être gagnés, ceci en ayant déjà transporté des passagers et des marchandises. La possibilité qu'a la compagnie de chemin de fer de jouer son rôle de transporteur est, au contraire, indiscutable.”

Les principales caractéristiques du plan de Zander sont :

- la compagnie de chemins de fer paie biens et services non pas en monnaie officielle mais avec des certificats de transport,
- la compagnie de chemins de fer garantit l'acceptation des certificats à leur valeur nominale, comme des billets de banque, en paiement de ses services,
- les certificats sont payables au porteur,
- ils seront émis en coupures convenables,
- personne d'autre ne sera obligé de les accepter,
- ils n'ont aucune valeur légale,
- leur valeur marchande, par rapport à la monnaie officielle, est fixée librement.

L'élément le plus important, pour maintenir leur valeur, est l'engagement des chemins de fer d'accepter à tout moment les certificats à leur valeur nominale, quelle que soit leur valeur marchande par ailleurs.

Puisque ces certificats n'ont aucune valeur légale, des commerçants peuvent les refuser ou bien les accepter à une valeur inférieure à leur valeur nominale. La valeur des certificats dépend de la capacité de la compagnie des chemins de fer à fournir ce que promettent les certificats : des services ferroviaires. Si la compagnie, par maladresse, émet trop de certificats, le marché réagira en baissant leur valeur, par exemple en les reprenant à 95 % de leur valeur nominale. Ceci tendrait à augmenter la demande des certificats chez les usagers des services ferroviaires puisqu'avec quatre vingt quinze Pfennig, ils pourraient obtenir quelque chose d'une valeur d'un Reichsmark. Ceci pourrait inciter davantage la compagnie de chemins de fer à réduire la quantité de certificats en circulation car, si elle ne le faisait pas, elle subirait une diminution de ses profits. C'est de cette manière qu'une monnaie libre se corrige d'elle-même.

La monnaie *constante* de Ralph Borsodi

Au début des années 1970, Ralph Borsodi, économiste politique, philosophe et fondateur de la *School of Living* (47), a mis en place et lancé sur le marché, en collaboration avec quelques associés, une monnaie expérimentale appelée le *constant*. Préoccupé par l'inflation chronique résultant de la dévaluation officielle du dollar, Borsodi a conçu une monnaie d'émission privée qui pourrait garder sa valeur.

La stratégie de Borsodi, pour que sa monnaie résiste à l'inflation, était qu'elle soit remboursable contre la valeur d'un *panier de marchandises* de base. Le *constant* n'atteignit pas cet objectif mais les *constants* qui avaient été émis étaient garantis par des dépôts de dollars en banque. Les *constants* circulèrent avec succès pendant près de deux ans et furent largement acceptés par le public. A son apogée, l'équivalent de cent soixante mille dollars avait circulé dans tout le sud du New-Hampshire et dans d'autres régions, à la fois sous forme de papier-monnaie et de comptes dans des banques du secteur. On parla des *constants* dans plusieurs publications comme *Forbes* et *Business Week*, de même que dans de nombreux quotidiens de Nouvelle-Angleterre.

On ne sait pas exactement pour quelle raison Borsodi n'est pas allé jusqu'au bout de son plan, qui était de garantir le *constant* par des produits de base. Son âge avancé et sa santé déclinante ont pu être des facteurs, tout comme de possibles problèmes d'organisation ou un manque de capital (48). Les figures 8.7 et 8.8 représentent le recto et le verso d'un billet de vingt-cinq *constants*.

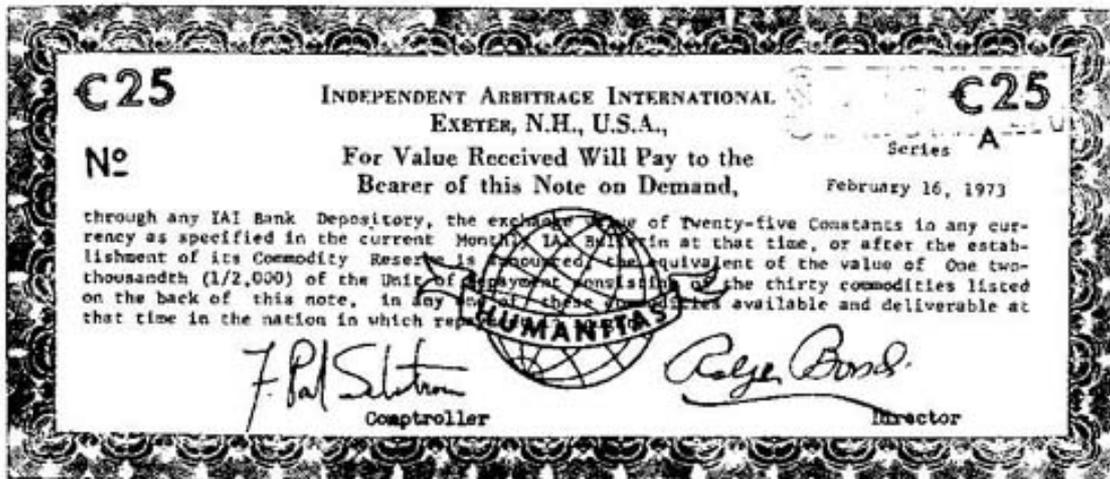


Figure 8.7 – le “constant” de Borsodi 1973 : recto



Figure 8.8 – le “constant” de Borsodi 1973 : verso

Une ancienne proposition de système de compensation de crédit

Dès 1914, Bilgram et Levy proposaient un système de *compensation de crédit* (49) Ils présentèrent leur plan dans les termes suivants :

"Si un certain nombre d'entrepreneurs s'unissaient dans le but d'organiser un système d'échange, efficace entre eux, ils pourraient clairement démontrer à quel point un système monétaire peut être simplifié. Plus le nombre d'entrepreneurs serait important, plus il leur serait facile de se libérer de l'obstruction à l'activité productive qu'imposent les lois actuelles régissant l'argent."

Le plan de Bilgram et Levy, dans ses grandes lignes, était le suivant :

- un groupe d'entrepreneurs accepteraient de régler leurs comptes par un système de compensation, en utilisant leur propre crédit comme moyen d'échange,
- la méthode pour compenser les comptes serait, grosso modo, la même que celle utilisée par les banques de dépôt pour gérer les comptes de leurs déposants,
- chaque membre fournirait ainsi une garantie *acceptable* et *satisfaisante* pour le montant du crédit qu'il souhaitait obtenir,
- les garanties seraient conservées par le groupement comme gage pour couvrir les chèques tirés par un membre au-delà de la valeur de ses dépôts, c'est-à-dire pour couvrir ses déficits éventuels,
- ces chèques seraient acceptés par tous les membres de l'association en paiement des transactions. Le montant du chèque serait crédité sur le compte du fournisseur (en augmentant le solde) et le même montant serait débité sur le compte du payeur (en diminuant le solde),

- le plan Bilgram et Levy prévoyait que de l'argent et des chèques en monnaie officielle pouvaient aussi être déposés sur ces comptes, en stipulant que seules des unités de valeurs (non officielles) de leur système d'échange pouvaient en être retirées,
- selon ce plan, les membres présentant des comptes créditeurs seraient autorisés à en retirer une partie, disons 20 % par mois, en monnaie officielle. Ceci impliquant, bien évidemment, que les débiteurs apportent des devises officielles pour de tels rachats,
- de telles associations, installées sur diverses localités, pourraient se fédérer afin de mettre en place une chambre de compensation interrégionale.

La plupart des entreprises ont des comptes émetteurs (de sortie) et des comptes récepteurs (d'entrée). Ce plan fournit le moyen de compenser la majeure partie de ces comptes.

Les véritables systèmes de crédit mutuel et les LETS sont très proches de ce plan, sauf qu'ils demandent que les membres fournissent des *garanties*, ainsi que l'exigent les banques conventionnelles, comme des actions, des obligations, des hypothèques, etc. Les systèmes de crédit mutuel et les LETS considèrent les garanties comme une charge inutile et ne demandent que l'engagement de leurs membres à accepter les valeurs du système en paiement. La raison en est que le privilège de participer au système est un encouragement suffisant pour honorer ses engagements. Dans les systèmes de crédit mutuel, les comptes débiteurs sont limités à un montant déterminé par le volume d'affaires du membre, tandis que dans les LETS, comme prévu à l'origine, on n'impose pas de limite de débit.

En outre, ni les crédits mutuels ni les LETS n'exigent que leurs membres débiteurs déposent de l'argent officiel, pas plus qu'ils ne permettent aux créditeurs d'en retirer ; par contre, le système de crédit mutuel exige d'un membre qui se retire du réseau de liquider tout solde débiteur en espèces officielles, s'il ne peut fournir suffisamment d'unités du réseau.

Chapitre IX Finances mondiales, inflation et monnaies locales

"Les futurs étudiants en histoire seront outrés d'apprendre que, dès 1945, le même système monétaire que celui qui avait conduit le monde au désastre dans les années trente, détruisant pratiquement la civilisation qu'il était censé soutenir, fut restauré à une bien plus vaste échelle."
Jacques Rueff (50)

50A THE CHARLOTTE OBSERVER Thursday, November 28, 1985

Cash-Starved Argentine Provinces Turning Out Their Own Money

By ANDRES OPPENHEIMER
Knight-Ridder Newspapers

MIAMI — Two remote Argentine provinces, short of cash to pay public employees, have come up with an easy solution.

They're printing their own money, to the chagrin of national and international banking authorities.

"We are paying all our public employees with provincial bonds," Roberto Romero, governor of the northern Argentina province of Salta, said in a telephone interview. He said Salta started printing its own IOUs because it wasn't getting federal currency fast enough.

"People can change these bonds for money at any bank," Romero said. "They can use them to shop at supermarkets and to buy cars or any other products."

The Argentine government is not smiling, and world bankers are worried that other cash-starved states will copy Salta's financial extravaganza and jeopardize Latin efforts to curb inflation and pay huge foreign debts.

The International Monetary Fund (IMF), the world's main financial inspector for debt-ridden countries, was concerned enough to bring up the issue in recent talks with the Argentine government, said sources in Argentina and Washington. The IMF does not comment on negotiations with individual countries.

After Salta started quietly issuing its IOUs in September last year, the nearby province of La Rioja started printing its own bonds, too. Four other Argentine provinces have either begun adopting similar programs or are preparing to do so.

In all cases, the bonds are good only within the province where they're issued.

But the government of President Raul Alfonsín says the provincial bonds are expanding the country's money supply and are undermining efforts to remove Argentina from the list of world inflation leaders. Earlier this year, Argentina had a 1,000% annual inflation rate.

Alfonsín made headlines worldwide in June when he launched an austerity program built around a commitment to stop his government from printing money. Since then, inflation has dropped to 3% a month, a record low in recent history.

The bonds printed in Salta come in denominations of 10, 100 and 1,000 australes, the same as ordinary Argentine currency bills. They pay no interest and can be either exchanged for Argentine currency or used to buy goods.

Romero, of the opposition Peronist party, and officials of other provinces claim their bonds are not really new currencies, because they are no good outside their provinces.

Figure 9.1 – coupure de presse : monnaie provinciale argentine 1985

Pourquoi banques et États n'aiment pas les monnaies locales

Un grand quotidien proclame, en 1985 : *"Les provinces d'Argentine privées d'argent émettent leur propre monnaie"* (voir figure 9.1). L'article raconte comment deux provinces isolées imprimaient leur propre monnaie sous forme de petites coupures de billets provinciaux (en d'autres termes, des créances des gouvernements locaux), et s'en servaient pour payer leurs employés. Ceci *"provoquant la gêne des autorités bancaires nationales et internationales"* (51).

Mais pourquoi les autorités nationales et internationales (en clair : le Fonds monétaire international) seraient-elles gênées par des mesures provinciales visant à émettre leurs propres moyens d'échange ? Selon l'article, elles craignent que le développement de ces monnaies locales ne sabote les efforts des gouvernements centraux pour réduire l'inflation.

Cela peut paraître étrange quand on sait que ce sont les banques centrales et les gouvernements eux-mêmes qui sont à l'origine de l'inflation. Ralph Borsodi l'a exprimé sans ambiguïté dans les propos qui suivent :

"Premièrement, l'inflation est malhonnête. C'est une forme de détournement de fonds. Pire encore, c'est une forme de détournement légalisé. Ceux qui prétendent ignorer ces faits y consentent, en quelque sorte. Et il n'y a pas d'excuse qui tienne pour consentir à quelque forme de vol que ce soit.

Deuxièmement, l'inflation est délibérée. Elle est programmée. Elle est en fait une sorte de complot dans lequel sont impliqués les États et les participants à la Conférence monétaire internationale de 1944, à Bretton Woods, New Hampshire (U.S.A.). C'est un complot incessant, encore entretenu par tous les États membres du Fonds monétaire international. Cette malhonnêteté est par conséquent délibérée.

Troisièmement, l'inflation est inutile. Ceux qui en sont responsables, y consentent ou la

justifient, donnent de prétendues raisons, excuses et rationalisations, mais aucune n'a de réelle validité.

Quatrièmement, et pour conclure : presque sans exception, tous les dirigeants du monde mentent lorsqu'ils déclarent être contre l'inflation et proclament la combattre. C'est un mensonge de prétendre être contre quelque chose que vous êtes, en fait, en train de faire délibérément. C'est un mensonge que de reconnaître n'avoir que quelques petites responsabilités dans un phénomène qui ne devrait pas se produire du tout. C'est un mensonge que de prétendre que vous êtes contre le vol, lorsque vous dites aussi qu'un petit vol, ça passe. C'est un mensonge de dire qu'une petite inflation, disons 2 ou 3 %, ce n'est pas du vol, mais qu'une grosse inflation, disons 10, 20 ou 30 %, c'est une erreur (52)."

Cet épisode de la monnaie locale argentine est un nouvel exemple de conflit entre exploités et exploités. Nous voyons d'un côté le gouvernement central, soutenu par la hiérarchie financière internationale, essayer de maintenir son contrôle sur la totalité de l'économie nationale à travers celui qu'il exerce déjà sur la création et la circulation de l'argent. D'autre part, nous voyons les autorités provinciales mettre en place des mesures pour corriger les effets des politiques bancaires centrales et gouvernementales, dévastatrices pour leurs économies locales. En complétant une monnaie officielle trop rare par l'émission de leur propre monnaie, les gouvernements provinciaux contournent ces effets étouffants. Les politiques centrales sont faites d'alternance, entre expansion et contraction monétaire et mauvaise distribution de crédits, favorisant ainsi les privilèges et le pouvoir central. C'est le peuple qui paie la note de l'austérité qui lui est imposée.

La véritable cause de l'inflation

Par nature, le contrôle monétaire centralisé est une exploitation. Pour le comprendre, il faut d'abord saisir ce qu'est l'inflation et identifier sa véritable source. Exercice difficile en raison, notamment, de la définition confuse qu'en font les économistes. Relevons celle d'un dictionnaire :

Inflation

Economie. Une croissance anormale de la monnaie et des crédits en cours au-delà de la proportion des biens disponibles, provoquant une hausse des prix importante et constante (53)

Cette définition nous donne un aperçu de la sagesse conventionnelle. Elle nous présente une cause présumée (*une croissance anormale de la monnaie et des crédits en cours*), associée à un effet visible (*une hausse des prix importante et constante*). Mais cette présomption repose sur un terrain glissant. Il s'agit plus d'apparence que de réalité. Gardons en suspens la question de la cause, et définissons l'inflation en tant qu'effet : une hausse générale des prix des biens et des services - puisque c'est là l'essence du problème.

Comme le prix est l'expression de la valeur relative à l'argent-étalon, sa hausse peut se produire de deux façons. D'abord, elle peut être due au fait que les individus accordent plus de valeur à cette chose ou, alors, qu'ils en donnent moins à l'argent. Les conditions d'offre et de demande peuvent modifier les prix de biens ou de services spécifiques. Mais quand les prix de la plupart des biens et des services augmentent simultanément, cela atteste inmanquablement d'une dévalorisation de la monnaie qui exprime les prix. Les vendeurs exigent plus d'argent parce que chaque unité vaut moins qu'avant.

Donc pour résumer, l'inflation comme hausse générale des prix des biens et services traduit la dévaluation de la monnaie officielle. Peu d'économistes semblent enclins à le reconnaître. Ils sont encore moins nombreux à suggérer un remède efficace. La plupart des propositions orthodoxes visent uniquement à limiter le taux de dévaluation, pas à y mettre un terme.

Ce n'est pas la quantité d'argent en circulation, en tant que telle, qui provoque l'inflation, mais la base sur laquelle la monnaie est émise. L'argent émis en excès peut être considéré comme une contrefaçon, même si elle est légale. Il s'agit en effet de contrefaçon, non pas parce que son émission n'est pas autorisée, mais parce qu'elle viole les principes fondamentaux monétaires. Le mélange d'une telle monnaie contrefaite et de monnaie légitime, puisque l'on ne peut pas les différencier l'une de l'autre, cause la dévaluation de tout le système monétaire.

Nous avons déjà vu comment l'émission basée sur l'endettement porteur d'intérêts provoque un manque chronique de monnaie en circulation. La première cause de l'inflation est l'émission de cette monnaie fondée sur la dette, toujours croissante et non remboursable, en tout premier lieu celle des États centraux (pour financer les perpétuels déficits budgétaires). On appelle cela *monétiser l'endettement*. C'est là un abus de pouvoir quasi universel de la part des gouvernements du monde

moderne (54).

Parmi d'autres bases d'émissions impropres, on peut citer les capitaux immobilisés (outils, machines ; la spéculation sur les terres, l'immobilier, les stocks et autres placements ; de même que les crédits de consommation). De toute évidence, il faut financer les investissements capitaux, la construction et les produits de consommation durables. Mais il faudrait le faire avec de l'épargne déjà existante. La nouvelle monnaie, créée sans autre fondement que l'échange de biens et de services arrivant sur le marché, représente une dévaluation de la monnaie en cours et contribue à l'inflation des prix du marché (55).

Les pratiques irresponsables et malsaines des banques, qui donnent des ailes à l'inflation, peuvent être comparées à la situation du paysan diluant son lait avec de l'eau. En emmenant son seau de lait au puits, il peut accroître son volume de liquide, mais le volume de lait nutritif reste le même. Si le fermier essaie de vendre le mélange pour du lait véritable, il escroque ses clients.

La véritable valeur est issue des efforts des producteurs, et non de la dette qu'on n'a jamais l'intention de rembourser. L'argent émis pour financer les biens sur le marché ou en route vers le marché, est légitime. Il représente le lait de l'économie. L'argent émis pour financer la dette publique n'a aucune valeur ; il est comme cette eau, diluant la valeur de chaque dollar légitime en circulation. Cela permet au gouvernement de puiser plus de valeur dans l'économie qu'elle ne lui en apportera jamais. C'est pour cette raison que l'on peut qualifier l'inflation *d'impôt déguisé*.

Encore aujourd'hui, même les économistes les plus respectables préconisent des investissements publics comme remède à la récession économique, ce qui est pour le moins surprenant... Implicitement, cette prescription révèle l'intention de financer ces dépenses massives, non pas avec les revenus croissants des impôts, mais en créant plus de monnaie. C'est comme dire au paysan que la meilleure façon de venir à bout des carences alimentaires de ses clients est de continuer à ajouter de l'eau dans son lait !

Pour comprendre parfaitement le système monétaire, nous devrions nous pencher aussi sur la déflation. Le dictionnaire la définit ainsi :

Déflation

Economie. Une baisse générale des prix provoquée par une diminution du montant d'argent en circulation, ou par une diminution du volume total des dépenses (56).

Cette fois, le dictionnaire définit correctement la déflation comme une *baisse générale des prix* mais, encore une fois, stipule une relation présumée avec le montant d'argent en circulation.

Pourtant, il ne s'agit pas là non plus uniquement du montant d'argent en circulation... Il s'agit plutôt de banques qui ne prêtent pas pour ce qu'elles devraient. Quand les banques négligent leur rôle et prêtent à mauvais escient, la monnaie est dévaluée et l'inflation est relancée. Et l'inadéquation des sommes attribuées au secteur privé pour la production engendre un déclin de l'activité économique : la récession accompagne l'inflation.

Si l'on pouvait choisir entre inflation et déflation, nombreux considéreraient la première comme un moindre mal. Mais votre point de vue dépendra sûrement de la source de vos revenus. Quand il y a davantage d'argent en circulation (même si une partie est contrefaite), monsieur Tout-le-monde a peut-être plus de chance d'en obtenir un peu au sein du secteur privé. Par contre, lorsque les banques ne prêtent pas suffisamment d'argent au secteur productif, par une tentative maladroite de contrôle de l'inflation, elles provoquent faillites et chômage. De nombreuses personnes se retrouvent alors complètement exclues, tandis que celles qui conservent un revenu se portent mieux en raison de la chute des prix (57).

Ceux qui perdent leur travail, leurs terres ou leur entreprise ne peuvent espérer que des versements directs de l'État, sous forme d'allocations et d'indemnités de chômage. Dans tous les cas, quand un État exproprie la richesse d'une nation en dépenses déficitaires, il peut imposer la tournure que prend l'activité économique. De plus en plus de citoyens sont appelés à son service dans l'armée, comme fonctionnaires, ou au service de ses subordonnés industriels et académiques (contribuant à l'armement militaire, aux extravagances spatiales et scientifiques, et à une infrastructure servant des intérêts privilégiés). D'autres, à qui manquent les compétences requises, n'ont pas d'autre alternative que de supporter l'humiliation d'une inscription au chômage. Le programme central économique pour lequel les pays socialistes et communistes ont été critiqués sur toute la ligne est, hélas, devenu la méthode de l'ouest capitaliste.

Donc, pour résumer, quand le gouvernement puise secrètement des valeurs dans le tissu économique (ce qui est flagrant au regard des déficits budgétaires et de la dette publique toujours

croissante), le peuple paie d'une manière ou d'une autre : récession ou inflation. Pendant une récession, des individus sont privés de leur part de la production totale par la perte de leur emploi, par la perte de leur entreprise ou de leur habitation, ou par la suppression des allocations. Et quand la dévaluation de la monnaie provoque l'inflation, les revenus ne permettent plus d'acheter autant qu'avant.

Une récession, c'est comme le paysan qui refuse de livrer du lait à certains de ses clients, bien qu'ils l'aient payé à l'avance, et qui en garde ainsi plus pour lui-même. Une dévaluation de la monnaie, c'est comme le paysan qui ajoute de l'eau au lait qui lui reste. Il maintient le volume de liquide livré à chacun de ses clients, mais ce mélange médiocre les nourrira moins.

Bien sûr, les gouvernements et les banques ont la possibilité d'user des deux stratégies simultanément, en se servant un peu des deux. On reconnaît depuis longtemps que le système économique en place implique un compromis entre chômage et inflation, et que toute décision politique en découle. Mais les économistes se grattent encore la tête quand il s'agit d'expliquer l'expérience récente d'inflation et de récession simultanées.

Ce fondement exposé, revenons à notre exemple de monnaies provinciales en Argentine. En 1985, Salta était la première province d'Argentine à émettre des billets en petites coupures et à les mettre en circulation. Voyez la figure 9.2 qui représente un billet de 100 australs. L'année suivante, d'après José Reissig (58), trois provinces voisines ont suivi l'exemple de Salta en émettant leurs propres billets : La Rioja, Jujuy et Tucuman. A la fin de l'année 1991, ils étaient encore en circulation et constituaient une importante part de la monnaie dans ces régions. *"Ces billets sont devenus un composant habituel de l'économie de Salta. Aujourd'hui, on en voit plus que de la monnaie nationale, jusqu'à peut-être 60 % de la totalité de l'argent en circulation (59)".* Reissig déclare ensuite que dans la province de Tucuman, la monnaie provinciale représentait alors environ 43 % des moyens d'échange.

On pouvait être surpris que ces billets circulent toujours et que l'État central ne veuille ou ne puisse pas les supprimer. Reissig pense que cela pourrait s'expliquer par le fait que la monnaie provinciale ne constituait qu'une portion insignifiante de la masse monétaire nationale, bien qu'une large portion des moyens d'échange de la province émettrice.



Figure 9.2 – billet de la province de Salta 1991

Cet exemple permet d'aborder deux questions critiques relatives aux monnaies locales. Qu'arrive-t-il à une monnaie locale présentée en coupures identiques à celles de la monnaie nationale, elle-même en dévaluation inflationniste ? Quels sont les facteurs qui donnent assez de crédibilité à une monnaie locale pour qu'elle soit bien acceptée ? Examinons cela.

Les billets étaient parus en coupures libellées en monnaie officielle : l'austral. D'ordinaire, ils parviennent à maturité quatre ans environ après la date d'émission. Etant donné que les billets provinciaux sont libellés en unités officielles, ils déprécient en même temps que la monnaie officielle. Au taux d'inflation de ces dernières années en Argentine (dans une fourchette de 95 % à plusieurs centaines pour cent par an (*), en dehors de quelques brèves périodes de stabilité), c'est assez pour qu'à leur maturité les billets ne valent pratiquement plus rien en terme de pouvoir d'achat. Ceux qui les acceptent en tiennent compte. Et tout comme pour la monnaie officielle, personne n'a envie de conserver longtemps ces billets.

Comme le dit Reissig : *"La monnaie provinciale permet au gouvernement de la province de participer aux revenus de la taxe inflationniste".* C'est assez vrai, mais il est clair que ce n'est pas là

l'intention première du gouvernement local qui l'émet. Dépendre d'un moyen d'échange importé de l'extérieur de la région (la monnaie officielle), c'est aussi rendre l'économie régionale largement dépendante du gouvernement central ou/et de la Banque centrale. Pour obtenir sa part de budget d'État en monnaie officielle, le gouvernement régional doit subordonner ses priorités à celles du gouvernement central. Sinon, il doit se battre auprès du système bancaire pour obtenir des prêts, ou exporter des produits et des services hors de sa région. Si les besoins locaux doivent avoir la priorité dans l'économie locale, celle-ci doit être en mesure de faciliter elle-même ses échanges internes. Elle ne peut le faire qu'en utilisant un moyen d'échange qui ne soit pas contrôlé par des agents extérieurs.

Selon Reissig, les prix sont désormais largement cotés en dollars américains dans ce pays, et *"de nombreuses entreprises tiennent leur comptabilité en dollars"*. Tandis que le dollar a subi à son tour une dévaluation, il a été une unité de compte relativement stable, comparativement à l'austral et aux monnaies d'autres pays moins développés. En effet, l'austral, le 1er janvier 1992, a perdu quatre zéros pour être rebaptisé peso (60).

Reissig mentionne les facteurs suivants, susceptibles de favoriser la crédibilité et l'acceptation des billets provinciaux :

- le facteur temporel : le gouvernement provincial était enclin à payer ses employés soit en monnaie locale, soit en monnaie officielle ; mais ces derniers pouvaient recevoir leurs billets de monnaie locale immédiatement, alors qu'ils auraient eu à attendre quelques jours pour recevoir leur monnaie officielle,
- les billets provinciaux pouvaient être échangés auprès des banques locales contre de la monnaie officielle (un contre un),
- pendant un certain temps, le gouvernement provincial utilisait sa monnaie comme fonds pour une loterie, et les coupures servaient de billets de loterie (jusqu'en 1987),
- la population de la région a très vite compris que la circulation d'une monnaie locale limitée avait un effet stimulant sur les entreprises locales,
- le gouvernement provincial a décidé d'accepter la monnaie locale en paiement de ses impôts locaux et de ses services,
- la chambre de commerce a accepté l'utilisation de la monnaie locale (61).

Si les autorités provinciales abusaient de leur pouvoir en émettant trop de monnaie, il leur en coûterait très cher. Étant donné qu'il n'y a aucune circulation forcée des billets, et qu'ils sont en concurrence sur le marché avec la monnaie d'État, une surémission engendrerait une dévaluation. Cela provoquerait une perte de revenus pour le gouvernement provincial, puisqu'il devrait tout de même racheter les billets à parité. D'après Reissig, il y a eu des abus de cette nature dans la province de Salta. En 1987, il est arrivé que la monnaie de Salta soit dévaluée jusqu'à 20% par rapport à la monnaie officielle. Cette situation a été rectifiée, comme on pouvait s'y attendre, par une suspension temporaire ou par un ralentissement de l'émission des billets (62).

Le gouvernement de la province de Salta programmait, dès le 31 mars 1992, de racheter ses billets avec de la monnaie officielle, grâce à un prêt obtenu auprès de l'État central. Juste avant cela, la monnaie locale avait encore été dévaluée : elle se négociait à un taux environ 15 % inférieur à la monnaie officielle. On ignore si les autres provinces prévoyaient aussi le rachat de leurs billets (63). Quant aux raisons qui ont motivé cette décision, il ne serait pas déplacé d'y voir un lien possible avec le résultat des élections de 1991 et les nouvelles relations entre les provinces et l'État central.

Chapitre X

Exemples actuels de monnaie locale et de commerce sans argent

"L'idée me plaît que l'argent pourrait ne circuler qu'entre les citoyens. On ne peut pas faire confiance aux grosses entreprises ; elles ferment et s'installent ailleurs. Je préfère traiter avec des gens que je connais et en qui j'ai confiance."

Jenny (64)

Troc, échange réciproque et crédit mutuel

Ces dernières années, ont proliféré ce que l'on appelle les clubs et les bourses de troc, parmi lesquels des clubs à but non lucratif au service des particuliers et des collectivités, et des bourses commerciales au service de clients de sociétés. La plupart des activités de ces groupes n'impliquent pas du tout de transactions de troc, mais plutôt des formes de *commerce réciproque*.

Dans l'usage courant, le terme troc est souvent utilisé pour désigner tout échange qui n'utilise pas la monnaie officielle, mais cet usage est incorrect. Une transaction par troc implique deux parties qui ont chacune quelque chose à offrir qui intéresse l'autre. Lorsque A donne un article X à la partie B et reçoit de B un article Y en retour, une transaction complète par troc a lieu. Si toutefois l'une de ces parties n'a pas d'offre susceptible d'intéresser l'autre, il ne peut y avoir de transaction par troc. Le rôle primaire de l'argent est de transcender la limite du troc en faisant office de moyen d'échange.

Mais on peut proposer un autre moyen d'échange que la monnaie officielle. Ce peut être une créance personnelle qui doit être rachetée par la suite. Plus couramment, c'est une créance généralisée qu'un groupe d'échangeurs associés s'est accordé à honorer. De tels arrangements sont nommés plus précisément *commerce réciproque* ou *crédit mutuel*. La distinction entre *commerce réciproque* et *crédit mutuel* sera expliquée dans un autre chapitre.

Bourses commerciales d'échange

Les *troc* ou *échanges réciproques* ont pris de l'ampleur en Amérique du Nord et, je suppose, dans d'autres parties du monde industrialisé également. A eux seuls, les États-Unis comptent actuellement plusieurs centaines de bourses au troc. Ces bourses opèrent généralement comme des entreprises privées incorporées qui répondent collectivement aux besoins de centaines de milliers de clients, principalement des petites et moyennes entreprises, mais également de nombreuses sociétés importantes et renommées. Des ventes qui représentent des milliards de dollars sont négociées chaque année par ces bourses commerciales d'échange (65).

L'IRTA (International Reciprocal Trade Association) a été fondée en 1979 pour encadrer les échanges commerciaux des États-Unis et du monde entier, et pour veiller à l'éthique dans l'exercice des affaires (66).

Selon l'IRTA, l'expansion rapide du troc est due à plusieurs facteurs, dont :

- l'accès aux ordinateurs qui facilitent la comptabilité et le suivi des transactions,
- l'intérêt croissant de l'échange sans monnaie chez les entrepreneurs et les professionnels ; cela leur permet de :
 - générer des ventes supplémentaires et de réduire ainsi les coûts à l'unité,
 - dégager de nouveaux débouchés pour des stocks excédentaires,
 - conserver leur argent liquide pour des dépenses primordiales (67).

Comment fonctionnent les bourses commerciales d'échange ?

En règle générale, un industriel, pour participer à une bourse d'échange, paie une inscription de plusieurs centaines de dollars, en plus de la cotisation annuelle. A cela s'ajoute la commission, souvent de 10 à 15% de la valeur brute de chaque transaction. Les frais d'adhésion sont en général payables en monnaie officielle, mais les commissions peuvent être réglées en crédits d'échange.

Les bourses d'échange offrent à leurs adhérents deux services fondamentaux. Ils sont avant tout un *comptoir de virement*, tenant le compte des transactions et des soldes des membres. En second lieu, ils stimulent activement les échanges en faisant du négoce, soit en trouvant des acheteurs pour la marchandise des membres, soit en l'achetant pour leur propre compte afin de la vendre plus tard.

Le contrat, entre la bourse d'échange et ses adhérents, précise leurs responsabilités respectives ; il y est spécifié que les valeurs sont mises en circulation par l'organisme sous forme de prêt à ses membres. Chaque membre aura une ligne de crédit particulière qui définit le solde négatif maximum qui lui est permis. Ainsi, une bourse d'échange émet effectivement sa propre monnaie, non

pas sous forme de billets en circulation, mais sous forme de comptabilité de débits et crédits. Bien évidemment, le montant prêté à chaque membre doit être basé sur sa solvabilité, qui dépend surtout de la demande pour ce qu'il propose. Le procédé est très similaire à celui que les banques utilisent pour créer la monnaie officielle.

L'unité de comptabilité utilisée dans les transactions d'échanges est le *dollar marchand*. Lorsqu'un membre vend des services ou des marchandises à un autre membre, son compte est crédité à la juste valeur, en dollars, tandis que le compte du membre acheteur est débité du même montant, hors frais de commission.

En général, les opérateurs de bourses commerciales ont le pouvoir d'emprunter des unités pour leur propre compte. Dans le passé, quelques opérateurs ont abusé de ce pouvoir et dépensé les crédits bien au-delà de leur capacité à en regagner. Il en est résulté un désintérêt de leurs membres à vendre biens et services pour ces unités. Les crédits ont perdu leur valeur et les bourses ont échoué. L'IRTA a assumé une fonction d'autorégulation pour tenter de réduire ces abus et protéger l'industrie.

Implications fiscales des bourses commerciales

Les adhérents des bourses doivent utiliser leur numéro d'identification fiscale pour procéder à l'échange. En accord avec la loi fiscale (Tax Equity Act, 1982), toute transaction est enregistrée et le revenu de chaque client est communiqué aux services fiscaux pour calculer les impôts à la fin de chaque année (formulaire 1099 B). Le fisc considère les ressources obtenues sous forme de crédits marchands comme imposables.

Chaque négociant imposable doit inclure dans sa déclaration de revenu brut le montant de ses revenus provenant de la bourse. Quoi qu'il en soit, il est permis au contribuable d'inclure les achats industriels à la bourse avec ses déductions fiscales au titre des frais professionnels (68).

LETS – Système d'emploi et d'échange local

LETS est l'acronyme de *Local Exchange Trading System* mais s'est transformé en *Local Employment & Trading System*. C'est probablement le meilleur exemple fonctionnel d'un type de système de *crédit mutuel* ou *crédit communal*. Michael Linton, de la Colombie Britannique (Canada), était à l'origine des LETS au début des années quatre-vingts (69). Depuis, les LETS ont proliféré dans le monde entier. Actuellement, il y a des centaines de LETS actifs à différents stades de développement dans de nombreux pays, principalement dans le monde anglophone. On en comptait ainsi environ dix aux États-Unis fin 1993, vingt au Canada, vingt en Irlande, cent vingt en Grande-Bretagne, soixante en Nouvelle-Zélande et cent soixante en Australie.

Considérant les limites et dysfonctionnements du système monétaire dominant, Linton a conçu le négoce sans monnaie officielle. La caractéristique fondamentale de l'argent, qui permet de faciliter les échanges, est l'information qu'il véhicule. Linton (et ses prédécesseurs) a envisagé un autre système d'information qui serait contrôlé localement et qui opérerait en parallèle au système monétaire officiel. Il a conçu des LETS en associations à but non lucratif gérées par et pour ses membres. Son objectif n'a jamais été de remplacer la monnaie officielle, mais uniquement de la compléter. Par sa nature, le LETS est local et personnel, et c'est ce qui lui donne sa force.

Un système LETS opère d'une façon très similaire à un système de bourse commerciale mais présente plusieurs différences notables dans ses buts et sa pratique.

Le LETS est un arrangement coopératif à but non lucratif, qui fonctionne parfois grâce à des bénévoles, tandis que les bourses commerciales sont des organisations visant le profit.

Le LETS sert les négociants individuels (bien que les membres commerciaux soient aussi bienvenus et vivement souhaités), tandis que les bourses commerciales visent des sociétés importantes.

Dans les LETS, les frais de démarrage et d'adhésion sont nominaux, tout juste suffisants à couvrir les modestes dépenses de fonctionnement du système. Les bourses industrielles font payer d'importants frais d'adhésion et prélèvent sur chaque transaction un pourcentage substantiel, souvent en monnaie officielle.

Dans les LETS, il n'y a généralement pas de prélèvement d'intérêts sur les soldes débiteurs.

Alors que les bourses industrielles sont actives dans le négoce des échanges parmi leurs membres, un LETS fonctionne uniquement comme un comptoir de virement et un service d'information ; il n'y a généralement pas de courtage de biens ou de services opéré par le LETS lui-même (70).

Un LETS étant une organisation par adhésion, les crédits du LETS ne peuvent être dépensés qu'au sein de ce groupe. Cela encourage le groupe à produire pour ses propres besoins et à importer

moins de l'extérieur. En réduisant les importations, on diminue le besoin de gagner de l'argent officiel. Petit et convivial, le LETS encourage la solidarité entre adhérents.

Tout comme le SEL (Système d'échange local) en pays francophone, le LETS consiste en une série de comptes, habituellement gérés par ordinateur (71). Comme à la banque, chaque membre possède un compte sur lequel les transactions sont créditées ou débitées. Tout comme un compte-chèque, votre compte LETS est crédité lorsque vous procédez à une vente, et débité lorsque vous procédez à un achat. Les deux parties de l'échange négocient le prix tout comme elles le feraient habituellement lors de transaction en monnaie officielle mais, au lieu d'utiliser de l'argent liquide, le vendeur reçoit un crédit, et l'acheteur est débité du montant correspondant.

Dans le LETS, l'unité de valeur s'appelait à l'origine le *green dollar* et, souvent, les initiés des LETS les appellent simplement les *greens*, mais, chaque LETS local étant indépendant, il est aussi libre de choisir le nom qu'il souhaite donner à son unité de valeur. Considérant que nous sommes tous habitués à évaluer les biens en terme de monnaie courante, les LETS utilisent le même concept de valeur (dollars aux U.S.A., livres en Grande-Bretagne, francs en Belgique, France et Suisse, etc.) pour la comptabilité. Les membres ont ainsi tendance à assimiler la valeur d'un *dollar vert* à celle d'un dollar américain ou canadien, selon le cas. Cependant, à la différence de la monnaie officielle, qui ne peut être émise que par le système bancaire, les crédits des LETS sont créés par les membres eux-mêmes, selon les besoins de l'échange. C'est là l'élément essentiel qui fait des LETS et autres crédits mutuels des systèmes si puissants et capables de nous affranchir.

Chaque compte démarre avec un solde de zéro. Le solde augmente grâce aux ventes et aux services rendus, et diminue au fil des achats. Le solde peut être négatif et normalement, il n'y a pas d'intérêt prélevé sur son montant. Cependant, d'un commun accord, les membres peuvent fixer une limite au solde débiteur d'un des leurs. Quoi qu'il en soit, un membre qui a un solde négatif ou débiteur, est *engagé* à fournir par la suite quelque chose de la même valeur à d'autres, au sein du système. Dans un LETS, avoir un solde négatif n'est pas un problème. Le total des soldes positifs dans un LETS est toujours égal au total des soldes négatifs (*). Non seulement il n'y a pas d'intérêt prélevé sur un solde négatif dans un LETS, mais il n'y a pas non plus de plan de remboursement des soldes débiteurs. On s'attend néanmoins à ce que les membres dont les soldes sont négatifs soient actifs dans leurs offres de services, pour éviter que leur compte ne soit débiteur en permanence. Les situations des comptes des membres ne sont pas tenues secrètes ; elles peuvent être communiquées à tout autre membre sur demande. Certains LETS publient périodiquement tous les soldes des comptes afin que leurs membres aient une idée de la situation du système. La question de faire apparaître ou non les noms des membres, dans la liste des soldes, fait encore l'objet de débats.

Les transactions sont signalées au comptable du LETS par téléphone ou par courrier. Les soldes sont régulièrement mis à jour, et l'on envoie à chaque membre un relevé de compte. A cet envoi s'ajoute habituellement un bulletin et une liste des biens et services offerts et demandés : des petites annonces classées par rubrique ou par adhérent.

Comme dans tout système, le fonctionnement d'un LETS engendre des frais. Il s'agit, pour une part, de coûts en espèces pour des charges telles que les photocopies, l'envoi de courrier, le téléphone, etc. Ces frais sont d'ordinaire couverts par le paiement d'une cotisation annuelle, payable en monnaie officielle. D'autres frais, tels que la comptabilité, la publication, la gestion et d'autres services fournis par les membres des LETS sont d'ordinaire réglés en crédits LETS. Ils sont couverts par les membres, qui payent en crédits LETS, pour l'enregistrement des transactions, la rédaction des relevés de comptes et des bulletins, etc.

Comment fonctionne le LETS (SEL en pays francophone)

Afin d'illustrer le fonctionnement d'un LETS, nous allons suivre les étapes parcourues par un membre, de son adhésion à la réception de son premier relevé de compte.

L'adhérent signe son engagement et paie son forfait initial de cinq dollars, plus son adhésion annuelle de quinze dollars. On lui donne une copie du bulletin et une notice expliquant la façon de signaler les transactions, ainsi que d'autres procédés propres au système. On commence avec un solde de zéro.

Amy lit dans le bulletin que Sarah propose de l'entretien automobile, et Yann des massages et des séances de digitopuncture. Elle apprend encore que Harold demande des plats faits maison, du pain complet et des légumes frais. Amy voit un échange potentiel dans chacune de ces annonces. Elle négocie avec Sarah l'entretien de son véhicule pour un montant de trente dollars verts, plus vingt dollars en espèces pour couvrir l'achat de l'allumage et des bougies. Elle négocie aussi avec John, qui lui offrira deux séances de digitopuncture pour un total de quarante dollars verts plus dix dollars en espèces. Ensuite, Amy vend à Harold deux miches de son pain maison pour cinq dollars verts ; elle lui vend aussi un assortiment de légumes de son jardin contre dix dollars verts.

La part d'argent liquide des transactions est gérée par les partenaires eux-mêmes. Seuls les montants en dollars verts sont reportés sur le registre du LETS. Pour l'entretien automobile, le compte d'Amy est débité de trente, pour les séances de digitopuncture il est débité de quarante, et pour ses ventes à Harold il est crédité de quinze. Si cela représente l'ensemble de ses échanges pour la période, son relevé de compte montrera un solde négatif de cinquante-cinq dollars verts (moins trente, moins quarante, plus quinze). Il peut aussi y avoir des débits supplémentaires de deux dollars verts pour la parution de son annonce et pour la comptabilité, donnant un solde de moins cinquante-sept. Simultanément, le compte de Sarah est crédité de trente, celui de John de quarante, celui de Harold est débité de quinze.

Il n'y a pas de date d'échéance donnée à Amy pour rembourser son solde débiteur. Elle comprend néanmoins que ses débits constituent un engagement envers les membres. Il est très probable qu'elle s'efforcera d'éviter un solde débiteur chronique ou excessif. Une des premières raisons de rendre transparents les soldes des comptes au sein du système est d'encourager l'autorégulation. Dans une telle situation, un membre dont le compte présente un débit chronique ou excessif risquerait de trouver de plus en plus difficilement des membres enclins à lui vendre quelque chose. Grâce au LETS, Amy a économisé cinquante-cinq dollars en espèces, difficiles à gagner, pour des services dont elle avait besoin. Elle a employé ses amis et voisins et s'est, en effet, employée elle-même en offrant à d'autres les moyens d'acquérir ses propres biens et services (72).

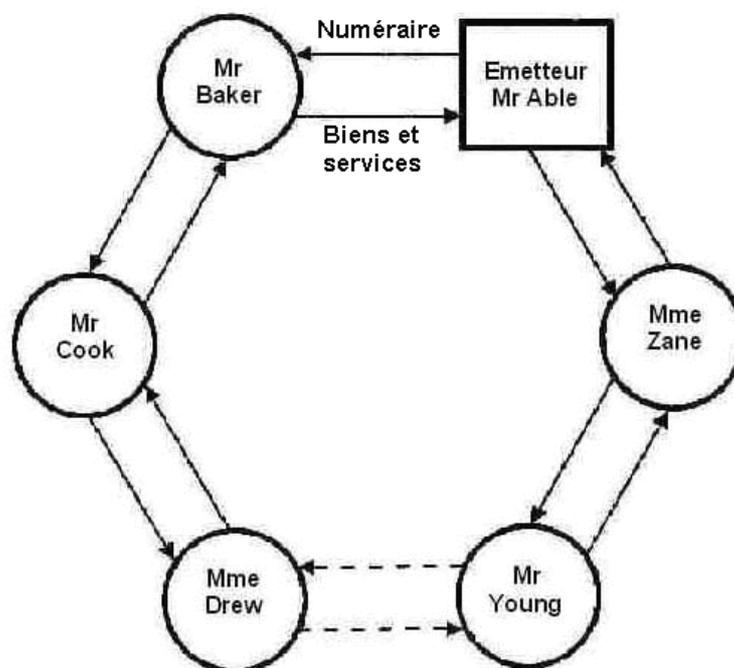


Figure 10.1 – le circuit commerciale fe LETS (SEL)

La figure 10.1 illustre la création et la circulation de crédits du LETS. Le circuit d'échange du LETS se conforme de manière très proche au circuit financier idéal décrit dans le chapitre II. Tout comme dans le circuit idéal, M. Able crée un crédit en achetant quelque chose à M. Baker. A son tour, ce dernier l'utilise pour acheter quelque chose à M. Cook. Le crédit continue son parcours jusqu'à ce que Mme Zane l'utilise pour acheter quelque chose à M. Able, à l'origine de ce crédit. Une fois que M. Able l'accepte, le crédit retourne à sa source et cesse d'exister. Bien sûr, M. Able peut renouveler le processus en achetant quelque chose d'autre et en créant ainsi des crédits comme il l'a fait auparavant. Tout autre membre du LETS peut procéder de la même façon.

L'activité des LETS

Depuis leur introduction par Michael Linton en 1983, les LETS ont attiré une attention considérable et les systèmes d'échanges locaux sont nés à travers le monde. Des articles traitant des LETS sont parus dans des magazines et d'importants quotidiens, et ces systèmes ont fait l'objet de programmes télévisés dans plusieurs pays.

Alors qu'ils n'avaient qu'un succès modeste aux États-Unis et au Canada, ils ont pris une envolée remarquable ailleurs dans le monde anglophone, notamment en Grande-Bretagne, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Le nombre de LETS en activité en Grande-Bretagne et en Australie semble augmenter exponentiellement. Les quelque soixante bourses de Nouvelle-Zélande ont ainsi facilité des échanges représentant des centaines de milliers de dollars. La bourse d'Auckland est peut

être la plus vaste de toutes, avec plus de deux mille membres (73). L'Australie compte plus de LETS que tout autre pays, cent soixante au dernier recensement, le plus grand étant le Blue Mountains LETS près de Sidney, avec plus de mille membres. Un congrès australien en 1992 a attiré soixante-dix participants venus représenter quarante organisations différentes de LETS.

Le gouvernement de la province d'Australie Occidentale a alloué cinquante mille dollars pour aider au lancement de nouveaux LETS (74).

En Grande-Bretagne, une coordination nationale appelée LETS Link a été créée pour faciliter l'activité et soutenir l'établissement de nouvelles organisations. LETS.Link a reçu un accueil favorable des médias, ce qui a aussitôt généré des demandes de renseignements venant d'Europe, d'Afrique et d'Asie. Un documentaire télévisé a été réalisé et diffusé au début de l'année 1994 (75).

Au Canada, le nombre de LETS continue d'augmenter. Le LETS de Toronto compte plus de trois cents adhérents, et a réalisé un chiffre d'affaires de plus de deux cent mille dollars (76).

On ne sait pas très bien pourquoi les LETS sont florissants dans ces autres pays alors qu'ils stagnent aux États-Unis. Il se peut que le besoin y soit plus fort et peut-être que les climats économiques et sociaux y sont plus favorables qu'en Amérique du Nord. Les différences d'attitudes et de relations avec les diverses administrations fiscales semblent également jouer. Quoi qu'il en soit, avec les bouleversements de l'économie conventionnelle et l'augmentation des populations qui s'en trouvent marginalisées, on doit s'attendre à ce que les systèmes de crédit mutuel et de monnaies locales gagnent en popularité. Ils joueront probablement un rôle important dans le rétablissement des économies régionales.

L'expérience de Berkshire

Récemment, un groupe du Massachusetts, connu sous le nom de SHARE (**)(Self-Help Association for a Regional Economy) (***), est parvenu à susciter quelques expériences de monnaies locales réussies. Celles-ci ont bénéficié de l'attention des médias, entre autres de reportages diffusés sur le réseau télévisé national et d'un article de fond dans le *Washington Post*, en plus de la couverture par la presse locale. Ces expériences représentent au moins quatre monnaies locales : *Berkshire Farm Preserve Notes*, *Deli Dollars*, *Monterey General Store scrip* et *Kintaro Restaurant scrip* (77)

Chacune de ces monnaies était du même type, d'un fonctionnement très semblable à celui des bons d'achat. Les certificats sont vendus contre de l'argent comptant, souvent à prix réduit, et remboursés par la suite, sous forme d'échange, par l'organisme émetteur. Entre-temps, ils peuvent circuler de main en main comme la monnaie. Il y a peu d'information disponible quant à l'envergure de ce procédé.

Ces expériences ont été très limitées dans leur portée et, de par leur nature, n'ont pas fourni un mode de circulation généralisée. Elles ont néanmoins été acceptées et soutenues avec enthousiasme par les gens du pays, prouvant le caractère pratique des monnaies locales. Par ailleurs, les *Farm Preserve Notes* ont fait l'objet d'un soutien officiel du ministère de l'agriculture du Massachusetts, bien disposé à aider les quelques agriculteurs survivants dans cet État. Le principal effet de tels billets est de permettre à leurs émetteurs de travailler pendant la morte saison.



Figure 10.2 – billet 'DELI'

SHARE travaille actuellement sur le développement d'une émission plus large de billets appelés *Berkshare*. Ils ne seront pas vendus contre des dollars, mais dépensés par les membres d'un

consortium d'entreprises locales, sur la base des capacités de chacun à apporter des richesses à la collectivité. Les figures 10.2 et 10.3 montrent respectivement un *Deli Dollar* et un bon d'achat des marchés agricoles du Massachusetts.



Figure 10.3 – billet agricole du Massachusetts

Ithaca hours

A ma connaissance, le projet de monnaie locale actuel ayant remporté le plus de succès aux États-Unis est celui des *Ithaca hours*, à Ithaca (New York), dont Paul Glover est l'initiateur. Depuis le lancement du projet en novembre 1991, le nombre de commerçants utilisant la monnaie locale a rapidement augmenté, tout comme le volume des échanges. En octobre 1993, déjà quatre mille deux cents *hours* (équivalant à quarante deux mille dollars) avaient été mises en circulation. Le nombre de commerçants acceptant les *hours* s'élève à huit cents. Glover proclame que des centaines de milliers de dollars de transactions ont été effectuées grâce aux *Ithaca hours* depuis le lancement du projet (78) Les billets d'*Ithaca hours* sont délivrés en coupures de une et deux *hours*. Les figures 10.4 et 10.5. présentent les deux faces du billet d'une *hour*.



Figure 10.4 – une HEURE de la ville d'Ithaca, NY., 1991 : recto



Figure 10.5 – une HEURE de la ville d'Ithaca, NY., 1991 : verso

Les *Ithaca hours* ont d'ores et déjà suscité une attention considérable. Elles ont fait l'objet d'un article important dans *Mother Earth News* (n°139, août/sept. 1993). Elle ont aussi été présentées dans un programme télévisé japonais, regardé selon les statistiques par trente-cinq millions de téléspectateurs (79).

Le projet se fonde sur un journal appelé *Ithaca Money*, publié et distribué gratuitement par Glover. Le journal comporte des informations sur l'économie locale, les initiatives d'entraide locale, et sur les avantages de la monnaie locale. Mais la première raison d'être de ce journal, c'est d'annoncer les particuliers et les entreprises qui acceptent de recevoir la monnaie locale en paiement de leurs biens et services. Chaque édition du journal contient des listes d'offres et de demandes de biens et de services classées par types. La publication d'annonce peut être payée soit en dollars, soit en *hours*.

Le mode d'émission d'*hours* est très simple. Chaque annonceur prêt à accepter des *hours* en paiement partiel ou intégral, reçoit des billets pour une valeur de quatre *hours*, en prime de participation. Ils sont ensuite libres de dépenser leurs *hours* pour des acquisitions auprès de quiconque souhaite les accepter ; il n'est pas nécessaire que le vendeur soit lui-même un annonceur du journal *Ithaca Money*. *Ithaca Money* offre deux *hours* supplémentaires à ceux dont les offres de biens et de services sont parues dans quatre éditions. Ceux qui signent ou renouvellent leur participation à l'une des bourses d'échange mensuelles bénéficient d'un bonus d'une *hour*.

Glover ne revendique pas être l'émetteur d'une monnaie locale, mais simplement l'éditeur d'un journal. Les billets que les annonceurs reçoivent n'ont pas d'autre fondement que leur accord à les accepter en règlement de ventes. Les décisions sont prises collectivement par ceux qui participent aux *bourses d'échange* mensuelles, qui sont une émanation informelle de la publication du journal.

Le projet de l'*Ithaca hours* inclut une forme originale d'*impôt*. Les bourses d'échange ont décidé de soutenir les associations de quartier en créant des subventions en *hours* qui peuvent être dépensées pour des biens et des services nécessaires. La politique actuelle stipule qu'environ 10 % de toutes les *hours* émises circulent sous forme de subventions aux associations de quartier. Les subventions en *hours* sont accordées aux demandeurs associatifs par ceux qui participent chaque mois à la bourse d'échange. Les deux premières années, des subventions ont été allouées à vingt et une organisations différentes.

Outre le dévouement et l'énergie de son fondateur, on peut probablement attribuer le succès du projet *Ithaca hours* à sa séduisante simplicité. D'autres facteurs contribuant probablement à ce succès sont la petite taille d'Ithaca, son éloignement de toute grande ville et sa population hautement éduquée et progressiste.

Ithaca Money propose également un *kit de lancement de monnaie locale* (****) pour vingt-cinq dollars ou deux *Ithaca hours* et demi. Le kit comporte *toutes les procédures de démarrage et de gestion, formulaires, lois, articles de presse, programmes informatiques, mises à jour et un abonnement au journal Ithaca Money*. A la fin de l'année 1993, plus de cent cinquante kits avaient ainsi été distribués à des personnes de trente-neuf États différents.

Boulder hours

A Boulder, dans le Colorado, l'influence de l'*Ithaca hour* a été fructueuse. Conçues sur le modèle d'Ithaca, les *Boulder hours* ont été mises en circulation au milieu de l'année 1993. Les *hours* sont délivrées aux membres du Boulder Barter Network (****) qui payent une cotisation annuelle de vingt-deux dollars, incluant une souscription au *Boulder Barter Directory*, guide dans lequel les membres diffusent leurs offres et leurs demandes.

Indépendamment de l'adhésion annuelle, les membres payent deux dollars par annonce parue dans le guide dont les exemplaires sont également distribués dans toute la région de Boulder sous forme de supplément détachable du journal local de petites annonces, *Freeadz*.

Lors de son adhésion, chaque membre reçoit un montant de billets équivalant à quatre *hours* qu'il est encouragé à mettre en circulation. En retour, il s'engage à accepter des *hours* lorsqu'il procède à une vente, au moins pour une partie du prix. Ainsi, en décembre 1993, ils étaient cent vingt-cinq membres et le *guide comptait quatre cent quatre-vingt-onze annonces*. Les *Boulder hours* ont été imprimées en une et deux *hours*, et tout comme son double, *Ithaca*, chaque *Boulder hour* est considérée comme équivalent à environ dix dollars de monnaie officielle. Les figures 10.6 et 10.7 représentent le recto et le verso d'un billet d'une *hour*.



Figure 10.6 – une HEURE de la ville de Boulder, Colorado ; 1993 : recto

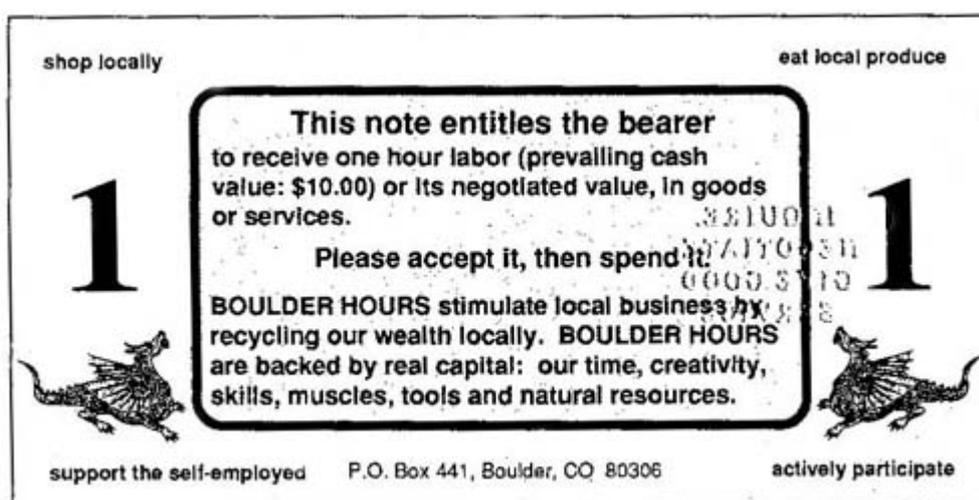


Figure 10.7 – une HEURE de la ville de Boulder, Colorado ; 1993 : verso

Crédits de service et dollar-temps

Un autre développement intéressant est le *crédit de service* lancé par Edgar Cahn, un éminent homme de loi. Il a conçu ce plan comme une façon de compenser l'inadéquation des programmes gouvernementaux qui prétendent prendre en charge les problèmes sociaux. Il projetait la création d'une monnaie d'un genre nouveau, indépendante du gouvernement et des banques centrales, qui pourrait être créée par la population elle-même dans un processus d'entraide.

L'idée de départ est qu'une personne puisse d'emblée obtenir du crédit en aidant quelqu'un d'autre, et utiliser ce crédit plus tard pour obtenir des services similaires pour lui ou pour un membre de sa famille. Le plan a commencé avec l'échange d'une gamme restreinte de services, principalement les soins aux personnes âgées, l'éducation et les soins aux enfants, mais Cahn espère que la gamme des services se diversifiera.

L'unité du crédit de service de Cahn est le *dollar-temps*, équivalant à une heure de service. L'objectif est l'échange de services sur la base d'une heure contre une heure. Par exemple, quand M. Green consacre deux heures de son temps à aider une vieille dame, Mme Brown, à faire ses courses, son compte est crédité de deux dollars-temps. Plus tard, quand M. Green aura à son tour besoin d'aide, il pourra prétendre à deux heures de service offerts par une autre personne faisant partie du système.

C'est sans doute grâce à sa notoriété et à ses contacts politiques que Cahn a pu bénéficier d'un soutien officiel, tant au niveau de l'État qu'au niveau fédéral. Il déclare : "*Dans un premier temps, (j'ai) obtenu une législation sur mon projet dans deux États et dans le district de Columbia. J'ai obtenu que l'I.R.S. le déclare exonéré d'impôt et, par conséquent, qu'il ne soit pas considéré comme du troc commercial (80)*"

L'exonération d'impôts que l'IRS accorde à ces crédits de service représente une étape

majeure. Elle a sûrement joué un rôle important dans la rapide prolifération des programmes de dollars-temps à travers le pays.

Au bout de cinq ans, il y avait ainsi quatre-vingt-cinq programmes de crédits de service opérationnels dans vingt-six États, auxquels s'ajoutaient vingt programmes en projet. L'État du Missouri comptait à lui seul trente-sept programmes de crédit de service (81). L'enthousiasme du gouvernement du Missouri pour le projet était tel qu'il en a garanti la valeur. Quand le besoin s'en fera sentir, il s'introduira dans le marché afin d'acheter des services pour ceux qui ont gagné des crédits, s'ils ne trouvent personne souhaitant offrir des services contre des dollars-temps. A Miami, des participants gagnent plus de dix mille dollars-temps par mois en aidant les autres (82).

Les dollars-temps permettent la reconnaissance de services qui sont habituellement rendus par des bénévoles. L'un de ses principaux avantages est qu'il permet aux participants, plus particulièrement les personnes âgées, adolescents ou demandeurs d'emploi, de se redéfinir comme productifs plutôt qu'assistés (83).

Cahn cite également d'autres enjeux importants du système de services : l'aspect social, la construction de micro-sociétés.

Comme il le dit lui-même :

*"...le processus même de gagner des crédits lie les individus. Ils se mettent à improviser des repas ensemble, ou mettent en place des actions diverses comme, par exemple, la surveillance de quartier pour lutter contre la délinquance (*****). Ils commencent à prendre soin les uns des autres et à se rendre visite. Ils se lancent aussi dans des coopératives alimentaires. Cela semble agir comme un catalyseur pour la cohésion de groupes dans une société où elle est d'habitude difficile à trouver... (84)."*

NOTES de L'AUTEUR et notes de la traduction (NDLT)

DEUXIÈME PARTIE

Chapitre VIII

(33) Ralph A. MITCHELL and Neil SHAFER, *Standard Catalog of Depression Scrip of the United States : the 1930s Including Canada and Mexico*, 1^{re} édition, Kraus Publications, Iola, Wisconsin, U.S.A., 1984.

(34) *ibid.*

(35) *ibid.*, p. 13.

(36) *ibid.*, p. 70.

(37) Ces comptes sont tirés du *New Zealand GREEN\$QUARTERLY*; n°6, nov. 1991, qui cite sa source, *The Fig Tree*, publication trimestrielle du *Fonds de solidarité Douglas*, juin 1937.

(38) Silvio GESELL, *The Natural Economic Order*, The Free Economy Publishing Co., San Antonio, Texas, U.S.A., 1934 (traduit de la 6^e édition allemande et publié à l'origine en 1913).

(*) BEAUD et DOSTALER, dans l'introduction à l'article de décembre 1996, in *Le Monde Diplomatique* sur *L'Esprit de responsabilité* de Keynes, affirment que "*Keynes est le seul avec Marx à avoir donné son nom à un corps de doctrine*" économique. Pourtant, Keynes lui-même, dans sa "*Théorie générale...*", de 1935, nous donne des raisons de croire qu'il y a un troisième homme : Silvio Gesell. C'est très discrètement, dans une annexe à propos des "*Lois contre l'usure, la monnaie estampillée et les théories de la sous-consommation*", que Keynes nous donne vingt pages sur la contribution originale de Silvio Gesell à la théorie de la monnaie et de l'intérêt et sur les contributions d'autres savants à l'étude de ce problème du capital qui n'est autre que celui du pouvoir. L'oeuvre de Gesell, "*L'ordre économique naturel*", à laquelle Keynes fait référence, n'a été éditée en français qu'en 1948, dans une traduction de Félix Swinne. Ses premiers propos circulaient dès 1891 en Argentine, dès 1900 dans le monde germanophone et dès 1929 (année précédant sa mort) dans le monde anglophone. Keynes, cinq ans après, ne semble pas douter un instant qu'il s'agit d'un système discutabile, certes, mais prééminent parmi ses semblables. Ce système, pour peu qu'il nous éclaire dans le contexte actuel, pourrait s'appeler gesellisme.

Keynes écrit : "*... cet étrange prophète (...) écrit dans une langue froide et scientifique, encore qu'il soit tout imprégné de l'amour de la justice sociale atteignant un degré de chaleur et de passion que d'aucuns jugent excessif chez un savant (...) dans le but général de construire un socialisme non marxiste, de lutter contre le laisser-faire en utilisant des raisons théoriques entièrement différentes (...)*"

puisqu'elles reposent sur (...) la pleine liberté de la concurrence et non sur son abolition" par un monopole. Keynes continue : "Nous estimons que l'avenir aura plus à tirer de la pensée de Gesell que de celle de Marx." (NDLT)

(39) Irving FISHER, *Stamp Scrip*, Adelphi Company, New York, 1933.

(40) Cette information historique provient essentiellement de deux sources :

- Richard GREGG, *The Big Idol*, Navajivan Press, Ahmedabad-14, India, 1963,
- et Irving FISHER, *Stamp Scrip*, op. cit.

(41) L'idée du timbre provient de la notion de Gesell selon laquelle la valeur de l'argent devrait se déprécier avec le temps, tout comme celle des biens qu'il représente. Ce mécanisme a pour but d'accélérer la circulation de l'argent. Cependant, si une monnaie est émise dans de bonnes conditions et si son approvisionnement n'est pas artificiellement réduit, on n'aurait pas tendance à thésauriser. Les *surestaries* (droit de demeurage ou *withholding tax*), que représente le timbre, ne seraient alors pas nécessaires. (ce dernier point sera développé plus loin).

(42) C'est une autre façon de mettre en circulation les billets à timbres, mais l'utilisation de monnaie officielle n'est pas vraiment nécessaire, comme nous le verrons plus loin.

(43) Richard GREGG, op. cit.

(44) Irving FISHER, op. cit.

(45) *ibid.*

(**) monnaie endettée : voir explication de cette notion Chapitre I, "Corriger les erreurs du passé", note (*). (NDLT)

(46) Cet article de Walter Zander, d'abord publié en 1933, proposait une nouvelle mise en circulation de cet argent des chemins de fer pour soulager les effets de la dépression ; version anglaise dans *Peace Plans*, n°9 par Libertarian Microfiche Publishing Company, 7 Oxley Street, Berrima, NSW 2577 Australia.

(47) Le docteur Borsodi est l'auteur de plusieurs ouvrages. L'un des premiers, "*This Ugly Civilization*", publié en 1928, a connu un grand succès ; il anticipe le travail de beaucoup de nos critiques sur la société contemporaine. Constatant de nombreux dysfonctionnements sociaux et des habitudes malsaines dans le style de vie des Américains modernes, Borsodi installa sa famille à la campagne dans une petite ferme. Il relate cette expérience dans son ouvrage, "*Flight from the City*". *The School of Living*, fondée en 1934 pour développer une vie et des communautés saines, est devenue, au fil du temps, un réseau pédagogique à l'échelle du pays, regroupant des individus recherchant la responsabilité personnelle, l'autonomie coopérative et le progrès écologique et social. Le docteur Borsodi est un ancien président et administrateur de *The School of Living* et co-rédacteur de son journal, *Green Revolution*.

(48) Pour plus de détails sur le *constant*, voir Thomas Greco, "*Money and Debt : A Solution to the Global Crisis*", annexe C. Pour une description détaillée de l'expérience du *constant*, on peut se référer à l'ouvrage du docteur Borsodi, "*Inflation and the Coming Keynesian Catastrophe : The Story of the Exeter Experiment with Constants*", écrit au début des années 1970 et publié en 1989 conjointement par la E. F. Schumacher Society (RD 3, Box 76, Great Barrington, MA 01230, U.S.A.) et *The School of Living* (RD 1, Box 185A, Cochranville, PA 19330, U.S.A.).

(49) BILGRAM et LEVY, op. cit., p. 416.

Chapitre IX

(50) Jacques RUEFF, op. cit.

(51) *The Charlotte Observer*, jeudi 28 novembre 1985, section A, p. 50.

(52) BORSODI, *Inflation and the Coming Keynesian Catastrophe*, op. cit.

(53) *American Heritage Dictionary*, American Heritage Publishing Company, 1973.

(54) Dans certains pays, c'est le gouvernement qui est émetteur de la monnaie (via la Banque centrale qu'il dirige) tout en la dépensant lui-même. Aux États-Unis, ce n'est pas le cas ; c'est la Réserve Fédérale, un cartel privé, qui est l'émetteur de la monnaie sous forme de crédits ou de billets. La Réserve Fédérale **n'est pas** sous la direction du gouvernement, bien qu'il y ait des raisons de le croire ; les faits prouvent que la Réserve Fédérale fera toujours en sorte de s'accommoder de toute dépense publique, quelque soit son extravagance.

(55) Ce thème de la base correcte d'émission sera traité plus amplement dans l'annexe B, où l'on lira des extraits de "*The Lost Art of Commercial Banking*" de E.C. HARWOOD, in "*How Safe is your Bank*", édité en 1989 par The American Institute for Economic Research, Great Barrington, MA 01230, U.S.A.

(56) *American Heritage Dictionary*, op. cit.

(57) Une autre façon de déprécier les marchandises de base est l'intervention, ou la menace d'intervention militaire, pour empêcher les pays les plus faibles de limiter ou d'empêcher l'accès aux matières premières et aux produits d'exportation. Ainsi, grâce à la guerre du Golfe en 1991, au coup d'état mené par la C.I.A. au Chili et à leurs innombrables interventions militaires de par le monde, les U.S.A. ont pu *exporter leur inflation*. Les prétendus accords commerciaux tels NAFTA et le GATT sont

des manières diplomatiques de perpétuer la même politique.

(58) Jose REISSIG, *Bonds That Brought a Boom*, in *New Economics*, n°20, hiver 1991, Londres.

(59) *ibid.*

(*) jusqu'à 4000% (**quatre mille pour cent !**) à la fin des années 1980. (NDLT)

(60) Jose REISSIG, correspondance personnelle du 10 mars 1992.

(61) *ibid.*, 20 avril 1992

(62) *ibid.*

(63) *ibid.*

Chapitre X

(64) *Ithaca Money*, n°14, décembre 1993/janvier 1994

(65) IRTA Fact Sheet, *The Commercial Barter Industry*.

(66) IRTA : *en français*, Association internationale de commerce réciproque (NDLT).

(67) *The Commercial Barter Industry*, op. cit.

(68) Paul E. SUPLIZIO, *Commercial Barter Exchanges in Society*, conférence à la chambre de commerce et d'industrie de Chicago, 18 septembre 1985, IRTA 1985.

(69) Voir aussi la description des LETS dans un article de Michaël LINTON et Thomas H. GRECO Jr., illustré et intitulé : "*The Local Employment and Trading System*", in *Whole Earth Review*, n°55, été 1987.

(70) C'est peut-être un point faible des LETS. L'aide de négociants pour stimuler le commerce est susceptible d'accroître l'utilité des LETS pour tout le monde. Les négociants peuvent prélever une commission en monnaie locale.

(71) Certains LETS complètent actuellement leur système de comptabilité avec des billets offrant ainsi tous les aspects pratique de la monnaie courante.

(*) Quelle que soit l'apparente distorsion, causée par les transactions entre adhérents de LETS différents, qui peut se chiffrer en excédant et en déficit de commerce extérieur dans les LETS concernés ; cette distorsion n'est qu'un phénomène sans intérêt, si l'on peut dire (NDLT).

(72) Vous trouverez des détails sur la création et le fonctionnement d'un LETS en vous adressant aux associations indiquées dans la partie "Sources et ressources".

(73) Ruth HOBSON, *The Amazing Growth of LETS in the UK*, in *LETSlink Newsletter*, mai 1993.
La surprenante expansion des LETS en Grande-Bretagne.(NDLT)

(74) *ibid.*, plus un entretien avec Michael Linton, septembre 1993.

(75) *K-W LETS Letter*, n°16, septembre 1993, p. 2.

(76) *ibid.*

(**) en français, PARTAGE (NDLT)

(***) en français, Association d'aide mutuelle pour une économie régionale (NDLT)

(77) Voir le *Washington Post*, lundi 20 mai 1991, section A, p. 1. Cet article décrit les *Deli Dollars* et les *Berkshire Farm Preserve Notes*. Voir aussi *The Berkshire Record*, 26 avril 1991, section B, p. 1, qui décrit les quatre émissions monétaires.

(78) *Ithaca Money*, n°13, octobre-novembre 1993.

(79) *ibid.*

(****) *Home Town Money Starter Kit* (NDLT).

(*****) Réseau d'échange de la région de Boulder (NDLT).

(80) *A Public Service Economy : An Interview with Edgar S.Cahn*, in *Multinational Monitor*, avril 1989, pp. 17-21.

en français, *Une économie de service public, entretien avec Edgar S.Cahn* (NDLT)

(81) *Directory of Volunteer Service Credit Programs*, University of Maryland, Center of Aging, College Park, MD, U.S.A., avril 1993

(82) Edgar S. CAHN, *Time Dollars*, in *Co-op America Quarterly*, printemps 1993

(83) *ibid.*

(*****) *Neighbourhood crime watch*, autrement dit, mot à mot : Surveillance de la délinquance dans le quartier (NDLT)

(84) Edgar S. CAHN, *Multinational Monitor*, op.cit.